

<https://ricochets.cc/Chronique-du-systeme-policier-francais-republique-policie-re-en-marche-vers-le-fascisme-pire-qu-en-Russie-boucherie-exception-de-violence-racisme-censure-hors-la-loi.html>



**Chronique du système
policier français : république
policrière en marche vers le
fascisme, pire qu'en Russie,
e, Â« exception de
violence Â», racisme, censure,
hors la loi...**



Publication date: dimanche 30 juillet 2021

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Le gouvernement de Darmanin cède à nouveau tout aux syndicats policiers extrême-droitisés qui veulent l'impunité et l'anonymat, après avoir piétiné et ignoré ce printemps les énormes mobilisations pour les retraites.

Le gouvernement de cette désormais "[république policière](#)" écoute et obéit à l'extrême droite tandis qu'il ignore, réprime, et veut éradiquer, la gauche.

Au lieu de défendre la démocratie (qui en fait n'existe pas), le régime s'attache à protéger l'ordre capitaliste totalitaire, hiérarchique, inégalitaire et destructeur. Inévitablement, sous le règne de l'Etat, du capitalisme, du système industriel et d'une société de masse, "l'ordre républicain" c'est ici la violence d'Etat généralisée et la tyrannie renforcée.

Le chemin, résistant, vers la "république fasciste" est à présent tout tracé, balisé et nourrit par le fumier macroniste, les autres droites, les flics et leurs amis.

Saurons-nous nous lever suffisamment nombreux.ses et déterminé.es, pour bloquer cette voie funeste et offrir de meilleurs horizons ?

Le système policier, et le monde autoritaire-capitaliste dans lequel il s'inscrit, c'est le chaos et l'insécurité garantis, avec au bout du tunnel un néo-fascisme.

Saurons-nous sortir de la défensive et des impasses réformistes pour passer franchement à l'offensive avec des analyses et stratégies adaptées ?

Les institutions non-démocratiques en place ne peuvent pas stopper cette fascisation, et même peuvent la faciliter. C'est aux démocrates, amoureux.ses de la liberté et de l'égalité sociales de se lever et d'agir.

De la république policière à la république fasciste ?

► Lordon : [De la république policière à la république fasciste ?](#)

On savait déjà très exactement où en est le signifiant « républicain » après un communiqué ouvertement raciste et factieux de syndicats policiers d'extrême droite, invoquant comme il se doit « l'ordre républicain » pour lancer la chasse à l'homme, plus précisément à ceux des hommes considérés comme des « nuisibles ». Tout à son habitude de confondre modération et aveuglement, le journal Le Monde avait jugé le communiqué « révélateur de l'exaspération des troupes », là où il aurait plutôt fallu y voir la fascisation caractérisée de l'appareil de force â€” et en concevoir un chouïa plus d'inquiétude.

(...)

« L'ordre, l'ordre, l'ordre » : la république policière a trouvé sa devise

L'idéalisme éditorialiste qui, se plaisant à répéter « république-démocratie », tient les mots pour des forces réelles et agissantes, ajoute généralement l'inculture historique à l'ineptie intellectuelle. Il ne sait pas que, si elle a été brève, il y a eu une République de Salò et que c'était une république fasciste. Il n'a pas lu Brecht et ne sait pas que « le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie mais son évolution en temps de crise ». Tout ce que nous voyons aujourd'hui confirme pourtant la justesse de cette idée.

(...)

la police veut pouvoir tirer à tuer sans être empêchée, ou cogner jusqu'à laisser pour mort sans être réprimandée. De responsabilité spéciale, la police, entièrement adonnée à ses pulsions violentes, ne veut plus entendre parler â€” « nous avons les armes, nous nous en servons, fin de la discussion ». Et ceci maintenant â€” c'est bien la nouveauté effrayante â€” jusqu'au sommet de la hiérarchie. Ministre compris.

(...)

nous pouvons nous rendre au constat irréfragable que nous sommes passés dans une république policière. En réalité nous connaissons désormais parfaitement les vrais territoires perdus de la république : ce sont

les commissariats, les fourgons de police, la préfecture et l'IGPN, mais aussi le bureau du garde des sceaux d'où sortent des circulaires de talion, les tribunaux qui les exécutent en leur donnant la forme d'une justice d'abattage, dont les minutes sidèrent d'ignominie, les instituts médico-légaux qui falsifient les comptes-rendus, comme celui d'Adama Traoré, les prisons et les CRA bien sûr, et l'on pourrait y ajouter tous ces médias où le racisme a pris la consistance d'une ligne éditoriale. Voilà les vrais territoires perdus de la république Â» à l'exact envers de ceux qui sont usuellement donnés pour tels, ces quartiers d'où monte pourtant la demande d'égalité la plus authentiquement républicaine, où la valeur de la république Â» car dans une république démocratique et sociale il n'y en a qu'une : l'égalité Â» est prise au sérieux.

(...)

De la république policière à la république fasciste ?

Dans l'état actuel de violence dégonflée et de racisme incrusté où se trouve la police, il y a tout lieu de craindre que la république policière ne soit qu'une configuration transitoire dans un mouvement appelé à se poursuivre : vers la république fasciste.

(...)

Y a-t-il encore beaucoup de questions à se poser quand ces mêmes forces de police votent à plus des deux tiers pour un parti d'extrême droite raciste, ou quand s'y répandent des insignes ouvertement fascistes voire néo-nazis ? Quand elles sont surreprésentées dans les projets d'attentats d'extrême droite ?

(...)

convergence d'une police raciste hors de contrôle et des groupes de rue fascistes, convergence de deux milices en quelque sorte, qui signe le possible devenir « république fasciste » de la désormais bien établie république policière.

(...)

La police n'est plus qu'une milice sadique ivre de violence

Sauf l'aveuglement des forcenés, il saute maintenant aux yeux que la police, dans un nombre croissant de ses unités, n'est plus qu'une milice sadique ivre de violence, livrée à ses vendettas personnelles, contre la famille Traoré par exemple ou contre des journalistes, se faisant un point d'honneur et de provocation de médailler, de promouvoir en son sein, les cogneurs et les racistes patentés, totalement autonomisée, ne répondant plus de rien à personne. « **Police républicaine** » est devenu le plus sinistre des oxymores.

(...)

Dans la main de la police, le gouvernement, croyant trouver son salut dans la fuite en avant, ne cesse plus d'installer un climat qui resserre la main de la police, dont l'intervention est en train de devenir la première des politiques publiques, en tout cas l'adjuvant nécessaire de toutes les autres. Alors le registre « policier » imprègne et sature toute la vie publique Â» et c'est bien ainsi que se qualifie une république policière.

(...)

Les redispersions légales suivront de près les abus extralégaux, à l'image des drones, de la reconnaissance faciale ou de la censure des réseaux sociaux, « manières de faire » qui rangent donc la France de Macron au côté de l'Égypte, du Pakistan ou de la Chine. Et de nouveau : comment appelle-t-on un pouvoir qui veut que le silence règne ? Dans un lapsus fameux, au tout début de son premier mandat, Macron voulant parler de la sortie de l'état d'urgence, avait dit : « Nous sortirons de l'État de droit ». Voilà.

(...)

Tel un immeuble effondré, tous les étages de la politique institutionnelle se sont écroulés les uns sur les autres, et tous sur le Rassemblement National. Nul ne pourrait plus dire en quoi Les Républicains s'en distinguent. Ni, par transitivité, la fausse majorité LREM qui d'une part aspire à s'allier avec LR, d'autre part traite avec la dernière complaisance le RN à l'Assemblée. Ainsi s'est constitué un bloc quasi-unifié, en tout cas idéologiquement, de la droite extrême : même idéologie économique et sociale, même racisme Â» et que ceux dans ses rangs qui ne disent mot sur une matière aussi grave sachent qu'ils sont comptés comme consentants Â», même tropisme pour la conduite policière de la société, même mépris pour les réels principes d'une démocratie libérale.

(...)

On mesure très exactement la dérive générale vers l'extrême droite quand la qualification d'« extrême-gauche » pour un parti aussi platement social-démocrate (au sens historique du terme) que la FI devient une sorte de cela va de soi » abondamment propagé par les journalistes comme il se doit.

(...)

La fusion de toutes les droites dans l'extrême droite devient en tout cas patente à l'effort de faire de la FI une sorte de paria institutionnel au motif d'un « arc républicain », appellation renversante de ce qui est plutôt en train de s'affirmer comme arc autoritaire-fasciste.

(...)

Fusion de toutes les droites dans l'extrême droite

On comprend que la bourgeoisie y verse tête première, racisme tout court à la suite du racisme social, quand la crise organique s'aiguise, que l'ambiance xénophobe se répand dans le pays, et que tous les éléments de la conjoncture viennent se solidariser avec la défense aveugle de son ordre : régime policier, police raciste, acclamations racistes. Selon une configuration qui n'a rien d'une nouveauté historique, s'il faut en passer par la pure ignominie politique pour défendre l'ordre bourgeois, ainsi sera-t-il. Tout ce que la situation générale offre est bon à prendre, sans distinction, sans réserve. Voilà donc la bourgeoisie qui, sur les réseaux sociaux ou dans les médias, hurle de rage et de jouissance contre les Arabes et les Noirs » en plus de se déverser par contributions à centaines, voire milliers d'euros, dans la cagnotte de la honte pour un meurtrier d'enfant. Arabe.

(...)

« Dictature » : c'est le motif de s'esclaffer grassement de toute la bourgeoisie macroniste, qui pense que « élections formelles » et « presse privée » épuisent tout ce qu'il y a à entendre par démocratie. Le reste n'existe pas. « Allez donc voir en Corée du nord ». Le macronisme n'est pas que la république policière en voie de fascisation : c'est aussi l'empire des débiles.

Malheureusement, ils ne sont pas les seuls à qui il faut faire comprendre la différence entre un état et une évolution, un point et une trajectoire » et une vitesse de parcours de la trajectoire à partir du point. Le problème avec les emplois du mot fascisme contraints de coller parfaitement à la situation du moment et à elle seulement, c'est qu'en effet avant l'heure c'est pas l'heure, mais qu'après l'heure c'est trop tard.

(...)

On ne dirait pas sans abus que le macronisme en tant que tel est un fascisme. On peut en revanche affirmer avec certitude qu'il aura tout installé, et tout préparé. Les régimes monstrueux ne prennent jamais que sur des terrains adéquats. En six ans, le macronisme, totalement ignorant de ce qu'est une société, des forces qui la composent, de ce qui peut s'y réveiller, répandant partout une violence inouïe, aura déposé une épaisse et confortable couche de fumier. Tout va y pousser avec une déconcertante facilité.

(...)

« Pire qu'en Russie, j'ai vécu en France la plus grave violence policière à mon égard »

► [« Pire qu'en Russie, j'ai vécu en France la plus grave violence policière à mon égard »](#) - Réfugié politique en France, Serge témoigne des violences policières qu'il a subies un soir de mars 2023 par la police française. Il ne voit « pas beaucoup de différences avec la police russe ».

(...)

Suite à la répression subie en Russie, Serge a déposé deux requêtes auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) dont l'une a déjà été jugée en sa faveur%7D]. Il a également partagé publiquement l'expérience répressive russe, par exemple en témoignant sur RFI et Streetpress. Pourtant, c'est bien dans la « patrie des droits de l'homme » qu'il a été gravement agressé par des policiers présumés. Il nous raconte : « J'ai vécu en France la plus grave violence policière à mon égard. En Russie bien sûr j'en ai rencontré, mais toujours moins grave que

celle-ci ».

(...)

À 21h51 (toujours selon la plainte consultée par Flagrant déni), « cinq ou six personnes supplémentaires en civil montent à l'étage, se présentant toutes comme 'policiers', sans pour autant montrer leur badge. J'ai dit que je trouvais la violence physique de leur collègue inacceptable. Immédiatement après cela, ils m'ont mis au sol en tirant mes pieds et en tordant mes bras. Je criais que ça me faisait mal, et un homme a commencé à appuyer fort sur ma gorge avec son genou. C'était horrible. Je sentais que j'allais mourir, mais je ne pouvais même pas le dire ni même respirer. Dès qu'il a laissé ma gorge, d'autres m'ont fait 'descendre l'escalier' du 1er étage en me traînant par les jambes, de telle façon que ma tête frappait contre chaque marche, en ignorant mes cris d'horreur ».

(...)

« C'est d'ailleurs cette violence qui m'a fait croire que j'avais bien affaire à des policiers. Personne d'autre ne peut se comporter ainsi dans de telles circonstances. Et pour eux, c'était juste quelque chose de tellement habituel, comme un réflexe. Grâce à l'enregistrement, on peut compter le temps exact pendant lequel il m'a étranglé. Lorsqu'ils ont tordu mon bras et tiré mes pieds, j'ai crié de douleur. Quand ils ont laissé ma gorge, j'ai crié d'horreur. Entre ces cris, il y avait dix secondes relativement silencieuses. C'est dix secondes pendant lesquelles un genou était sur ma gorge, alors qu'ils bavardaient calmement entre eux. Ils n'étaient pas stressés et ne semblaient pas être excités. Ils bavardaient calmement, c'était juste un moment de 'travail normal' sans témoins, car dans la rue ils ont commencé immédiatement à jouer des personnes très polies, relâchées, bienveillantes même ».

(...)

« Il n'y a pas beaucoup de différences en fait entre la police russe et française. Les deux ont la sensation que tout leur est permis. Le seul problème potentiel est que ce soit rendu public. D'ailleurs il y avait une très bonne phrase que Will Smith, comédien afro-américain, a dite sur les violences policières : 'It is not getting worse, it's getting filmed' ('Ca n'empire pas, c'est juste filmé maintenant'). On peut bien dire qu'elles sont pareilles partout. Je ne vois pas beaucoup de différences entre la France et la Russie dans ce contexte. Mais J'espère au moins qu'en France ils auront à répondre de leurs gestes ».

(...)

« Mais si des affaires pareilles sont classées sans suites, malgré toutes les preuves, ça voudrait dire que tout est permis pour la police. Pour les civils, il ne resterait qu'à patienter et à souffrir apparemment. Cela doit être d'abord la préoccupation de la société française car c'est une question critique de santé sociale. Je sais bien où la tolérance à la violence d'État peut mener : je l'observais en Russie depuis longtemps. Et depuis février 2022 [début de la guerre en Ukraine], le monde entier l'observe. Est-ce l'avenir que les français cherchent pour eux-mêmes ? Sinon, les cas comme le mien ne doivent pas devenir normaux ».



Nous vivons un moment fasciste, La-République se durcit

EN MACRONIE, MÊME LES ARTISTES SONT RÉPRIMÉS

Imaginez la scène : une chanteuse populaire dans son pays se permet une saillie contre le président en place. Une heure plus tard, les forces de l'ordre sont sur place pour tenter d'appréhender l'artiste. Le lendemain, une enquête est ouverte contre cette même artiste. On se croirait dans une dictature mais il s'agit bien de notre belle démocratie française version 2023.

La scène s'est passée jeudi 06 juillet lors du festival des Nuits Guitare de Beaulieu-sur-Mer. Izia, entre deux chansons, décide de raconter une histoire absurde et drôle à son public, en prenant comme personnages Manu et Brigitte. Izia balance alors, en parlant de Manu « Quelle coquine celui-là, il s'est dit ce qui serait bien, ce que le peuple veut, ce dont le peuple a envie, c'est qu'on m'accroche à 20 mètres du sol, telle une piñata humaine géante, et qu'on soit tous ici présents munis d'énormes battes avec des clous au bout comme dans Clockwork Orange (Orange Mécanique NDLR). Et là on le ferait descendre, avec toute la grâce et la gentillesse que les gens du sud ont. (...) Et dans un feu de bengale, de joie, de chair vive et de sang, on le foutrait à terre... mais gentiment. » A la fin de sa diatribe, elle aurait ajouté : « Je vois déjà le gros titre de Nice-Matin demain : Izia appelle au meurtre de Macron ».

Elle ne croyait pas si bien dire ! les gendarmes sont venus chercher la chanteuse à l'issue de son concert. A priori, pour l'interpeller. Celle-ci étant déjà dans son tour bus, ils n'ont pas réussi à l'interpeller. Mais cela n'en reste pas là puisqu'on apprend que le parquet de Nice a ouvert une enquête !

On marche sur la tête...



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, Â« exception de violence Â», racisme, censure, hors la loi...

ILS MENTENT TOUS ET TOUT LE TEMPS

**SAINTE SOLINE : LA GENDARMERIE A MENTI, LA PREFECTURE A MENTI, DARMANIN A MENTI COMME LES POLICIERS TUEURS DE NAHEL ONT MENTI
ILS MENTENT TOUS ET TOUT LE TEMPS**

► (...) " les observateurs et la LDH ont fait l'objet d'intimidations, de disqualifications, d'attaques par les autorités "

(...) " Ce rapport remet largement en cause la version officielle présentée par les autorités, qui se sont livrées de manière alarmante à une réécriture factuellement fausse des évènements " .

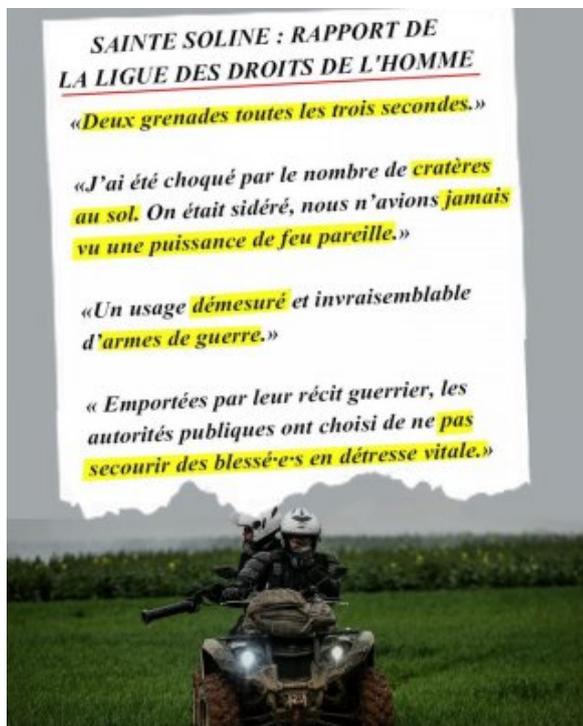
- Voir aussi : <https://reporterre.net/Sainte-Soline-un-rapport-meticuleux-demonte-les-mensonges-de-l-Etat> class='spip_out' rel='external'>Manifestation anti-bassines : le rapport qui « remet en cause la version officielle » dévoilé lundi - Armes de guerre, volonté délibérée de ne pas aider les blessés... Dans un rapport accablant publié le 10 juillet, la Ligue des droits de l'Homme dénonce la version des autorités sur la manifestation à Sainte-Soline contre les mégabassines.

(...) « Il ressort de nos observations un usage de la force ni nécessaire, ni proportionné et indiscriminé sur cette période », peut-on lire dans le rapport de la LDH. Globalement, elle estime que « l'usage de la force s'est effectué sur l'ensemble des personnes présentes, sans distinction ». Des observateurs ont ainsi été visés, comme des journalistes, des élus politiques, des manifestants pacifistes, et même des personnes blessées, pourtant protégées par une chaîne humaine.

Autre « décalage » entre les versions des autorités et les témoignages de la LDH : les observateurs s'étonnent de l'absence de mention, dans le rapport de l'IGGN comme dans celui de la préfecture, de la période allant de 13 h 30 à 14 heures. « Elle a pourtant été le théâtre d'un usage massif de la force. Cette période mérite d'être analysée et cette absence de mention pose question », alerte la LDH.

(...) Les observateurs ont aussi recensé d'autres « armes relevant des matériels de guerre » sur la zone : des grenades assourdissantes et explosives, et des LBD. « Ne pouvant ignorer qu'un déploiement de forces aussi démesuré et l'utilisation de matériels de guerre occasionneraient inmanquablement des blessés, les autorités ont entravé les secours au mépris de la vie humaine », écrient les observateurs.

(...) Avec ce nouveau rapport, la LDH affirme vouloir « dénoncer la falsification et les mensonges qui ont pu être proférés » après la manifestation du 25 mars. Avec un objectif : le « changement du système de maintien de l'ordre ». « Il faut qu'on revienne à une police qui protège les libertés, et non pas qui contribue à y porter atteinte », a conclu Patrick Baudouin.



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, Â« exception de violence Â», racisme, censure, hors la loi...

4 RAPPORT DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME : AUTOPSIE D'UNE BOUCHERIE

La Ligue des Droits de l'Homme vient de publier un travail de plusieurs mois : un rapport sur la mobilisation de Sainte-Soline, le 25 mars dernier, s'appuyant sur des témoignages, des observations de terrain et la compilation de rapports et d'images. 164 pages au total, à partir des constats de 18 observateurs indépendants de toute la France répartis en cinq équipes.

« Les hostilités autour du projet de mégabassines ont été initiées par les forces de l'ordre, qui ont par la suite fait un usage démesuré et invraisemblable d'armes de guerre » commence le rapport. L'Etat français avait déployé 3 200 gendarmes, 9 hélicoptères, 4 blindés, 4 camions à eaux ...

5000 grenades ont été tirées en moins de 2 heures sur les manifestant-es : « deux grenades toutes les trois secondes ».

« J'ai été choqué par le nombre de cratères au sol. On était sidéré, nous n'avions jamais vu une puissance de feu pareille » explique un observateur. Le rapport parle d'un « usage démesuré et invraisemblable d'armes de guerre. »

La LDH décrit des grenades « tirées de manière indiscriminée et continue, témoignant d'une intensité exceptionnelle et d'un usage immodéré du recours à la force, occasionnant de très nombreuses blessures, souvent graves, allant même jusqu'à plusieurs urgences absolues. »

Le rapport revient sur les « binômes de gendarmes armés et coiffés de casques de moto, montés sur 20 quads sont venus au contact des cortèges » avant même qu'il n'arrive à la bassine.

Un compte rendu minutes par minutes fait froid dans le dos et rappelle de mauvais souvenirs à celles et ceux qui ont vécu les événements :

« À 12h53 des tirs quasi continus de grenades lacrymogènes sont observés [...] quinze tirs de lacrymogènes en quatre secondes, puis à 12h55 onze tirs en 19 secondes. L'air est saturé de gaz. »

« De l'autre côté du cortège aucune sommation. Quelques secondes plus tard, est observée une succession ininterrompue de détonations de grenades explosives. »

« A 13h12, une équipe entend vingt-et-une explosions de grenades explosives (probablement des GM2L) en quarante-huit secondes, auxquelles s'ajoutent des grenades lacrymogènes, portant à une moyenne d'une grenade par seconde. Dans ce laps de temps, il est observé qu'à de multiples endroits, nombre de grenades n'explorent pas et restent dans le champ. »

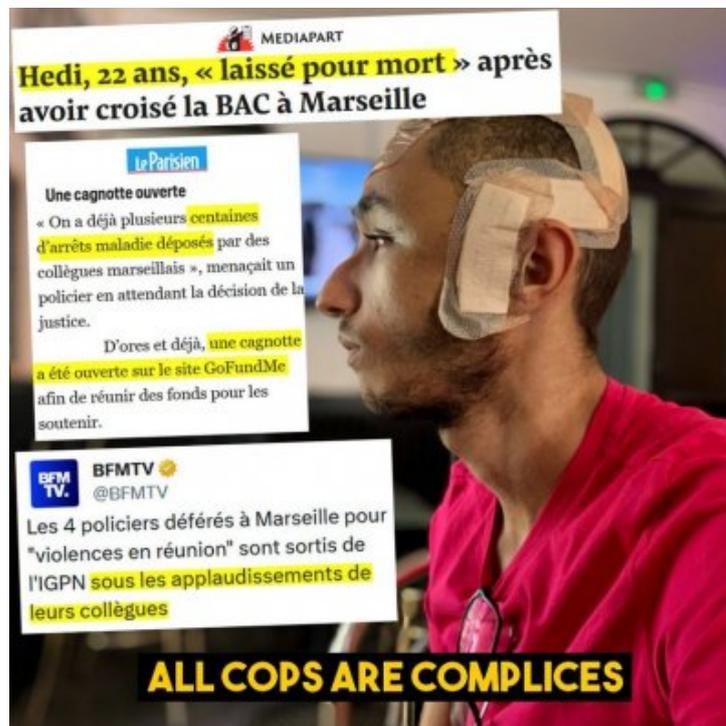
Ou encore : « 13H42 : Après quelques échanges entre le peloton à pied et ce qui semble être le chef du groupe quad, ces derniers avancent de 5 à 10 mètres et lancent une énorme salve de grenades. Nous voyons le pilote se tenir debout et fournir des grenades à l'« artilleur » En 40 secondes, environ 45 grenades seront lancées uniquement par le groupe quad. »

Le rapport conclut : **Emportées par leur récit guerrier, les autorités publiques ont choisi de ne pas secourir des blessé-e-s en détresse vitale. Ne pouvant ignorer qu'un déploiement de forces aussi démesuré et l'utilisation de matériels de guerre occasionneraient inmanquablement des blessé-e-s, les autorités ont entravé les secours au mépris de la vie humaine. »**

Peu après cette répression de Sainte-Soline, ayant provoqué plus de 200 blessures graves, des mutilations, et deux comas, Gérald Darmanin menaçait la LDH, principale organisation française de défense des droits humains, fondée il y a plus d'un siècle.

Le rapport complet à retrouver ici :

<https://www.ldh-france.org/empecher-lacces-a-la-bassine-quel-que-soit-le-cout-humain-2/>



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, Â« exception de violence Â», racisme, censure, hors la loi...

CAGNOTTE, ARRÊTS ET APPLAUDISSEMENT POUR SOUTENIR LE CRIME POLICIER DE MARSEILLE

Qui ose encore affirmer que les policiers « ne font qu'obéir » aux ordres ? Que les policiers violents seraient des « brebis galeuses », des exceptions, et que les violences seraient de malencontreuses « bavures » ?

Les violences policières seraient de malencontreuses « bavures » ?

A Marseille, une équipe de la BAC a commis une tentative d'homicide pure et simple le 1er juillet dernier. Hedi sortait de son travail en hôtellerie vers 1h30, et avait rejoint un ami. Coincé dans une ruelle par des policiers en civil, il reçoit un tir de LBD dans la tempe avant d'être passé à tabac. Il fait une rupture d'anévrisme, puis sombre dans le coma. Miraculeusement, Hedi se réveille après une prise en charge en urgence absolue. « Selon les médecins, j'aurais dû être un légume » dit-il à la presse. Il garde de lourdes séquelles et devra être réopéré.

Mardi, 5 agents de la BAC sont convoqués par l'IGPN suite à ce crime odieux. On imagine qu'il y a des preuves accablantes pour que la police des polices réagisse si vite.

Y-a-t-il eu la moindre dénonciation de ces agents par un seul policier en France ? Non. Pas plus qu'après l'exécution de Nahel. Pas. Une. Condamnation. Sur les centaines de milliers de policiers et gendarmes. Ne dites plus jamais qu'il s'agit de cas isolés, qu'il y en a « des biens ».

Encore plus grave, malgré des faits injustifiables, des dizaines de policiers ont attendu les mis en cause pour les acclamer et les applaudir à leur sortie ! Oui, la police Marseillaise félicite et encourage le fait d'avoir laissé un homme pour mort. Ils applaudissent. Devant les caméras de BFM.

Le Parisien révèle même qu'ils ont créé une cagnotte de soutien et posent des centaines d'arrêts maladie, totalement illégaux, pour protester contre les poursuites.

Dans quelle autre profession, des gens viendraient applaudir des collègues soupçonnés d'avoir tabassé un individu sans raison et de l'avoir laissé pour mort sur le bitume ? Dans quel métier des gens se mettraient en arrêt pour soutenir un criminel ? Aucune. Et si cela arrivait, ce serait la réprobation générale et le licenciement.

La police est une mafia, un corps autonome, qui fait ce qu'il veut. Qui terrorise toute le monde.

(posts de Contre Attaque)



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, Â« exception de violence Â», racisme, censure, hors la loi...

Zbeule ton contrôle policier

► [Zbeule ton contrôle policier](#)

Incontournables de beaucoup de rendez vous de lutte, des points de contrôles policiers en amont gâchent l'ambiance. Il est intéressant de trouver des stratégies pour diminuer cet outil de l'État ou s'en protéger collectivement. On n'abordera pas ici les stratégies individuelles pour contourner ces contrôles (pas prendre les routes principales où y a des contrôles, utiliser des voitures qui « passent bien », avoir de bonnes excuses crédibles, etc). Ce texte retrace des expériences qu'on a pu mettre en pratique ou qu'on a imaginé qui a pu marcher plus ou moins bien.

Appréhéné et menotté pour avoir dit ses quatre vérités au ministre Dussopt!.....

J'aurais pu m'arrêter en imaginant qu'à 83 ans, après plus de 60 ans de militantisme politique, syndical et associatif toujours pacifique, sans aucun délit ou aucune condamnation de la part des flics de l'ordre, j'aurais pu être ce samedi 8 juillet à Tourcoing, appréhendé fermement, plaqué contre un plateau par quatre agents du service d'ordre du ministre marocain Olivier DUSOYPT, spécialement envoyé de PARIS pour assurer sa sécurité, puis emmené par eux et transféré bruyamment à la gendarmerie de Tourcoing pour interrogatoire (pour discussion m'aurait-on dit) ... Combien le déplacement de cette copieuse sécurité ministérielle en cette soirée à l'Etat? ... Les services de gendarmerie de l'Etat n'ont ils pas été payés après à nos seuls d'assurer correctement cette mission pourtant banale? ... et quel est ce gavage? ... pour avoir osé de servir le motif de ministre rablé au marocain et lui avoir reproché ouvertement de trahir ses anciens engagements de gauche et de défendre bec et ongles aujourd'hui les décisions d'Emmanuel Macron, destruction des services publics, orientations qu'il conduisent en tant que député élu de gauche quand la droite au Maroc les remplace déjà en œuvre.

Comme je l'ai déclaré aux agents qui m'ont interrogé j'ai pu dire au ministre à son arrivée (même s'il s'est vite défilé sans m'écouter...) et ce que sa politique m'inspirait, je regrette simplement que cette attention m'a empêché de participer pacifiquement et dignement au rassemblement pour l'annexion de "TERRITOIRES FLAMANDS" organisé par la municipalité.

Les flics de l'ordre (de quel ordre? ... je soulignerais pour ma part pas voir les appeler plutôt les flics de l'Etat.) ont dit: faut ce que faut a convenu leur hiérarchie. Mais que le ministre transfère même que les décisions de militants qui ont assisté à cette lamentable péripétie et ont refusé l'intention de se laisser intimider par toutes ces menaces tentatives associatives de menacer les cadres et les aspirants démocrates de millions de citoyens (jeunes, musulmans pour les retraités, mouvement social obéissant les projets économiques pharaoniques qui menacent l'égalité écologique et climatique etc.) qui n'ont pu avoir plus de voir les privilèges engagés de plus en plus de bénéfices au détriment de la France d'en bas à qui il est demandé toujours plus de sacrifices.

J'ai pu enfin sentir libre de la gendarmerie, malgré une perspective de garde à vue écopée au début et je tiens à remercier tous ces militants de base qui ont tenu à m'assurer de leur soutien, de leur solidarité et de leur refus de s'en laisser compter. Ils seront déterminés à dénoncer et déjouer les diverses tentatives du staff gouvernemental et des médias des milliardaires qui relèvent consciencieusement la propagande. En tout cas pour ma part je me tiens jusqu'à mon dernier souffle, d'accompagner de toutes mes forces ces militants de quelque obédience qu'ils soient, pour l'avènement de la société de justice et de paix dont nous avons tant besoin.

Jean Fautré
militant inamoviment défenseur des services publics, et activiste écolo-socialiste de la PAIX sociale dans notre pays et sur notre planète.

Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie,

boucherie, Â« exception de violence Â», racisme, censure, hors la loi...

DIVERS

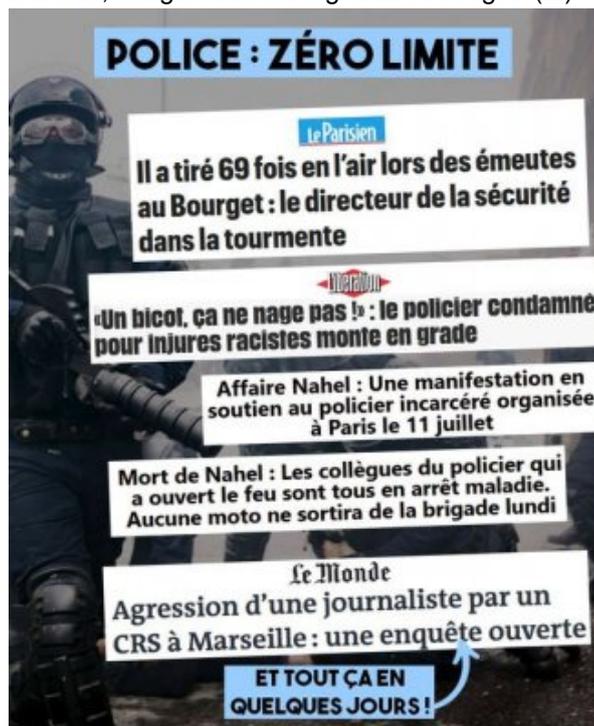
COMME POUR BIEN ILLUSTRER QUE OUI, LA POLICE FRANÇAISE EST ULTRA VIOLENTE, ET QUE CERTAINS DE SES MEMBRES N'HÉSITENT PAS A TUER, ELLE A TENU A FAIRE UNE NOUVELLE DEMONSTRATION A LA MARCHÉ POUR ADAMA ET NAHEL A PARIS LE 8 JUILLET

<https://www.facebook.com/Loopsider/videos/1702378256904121>

« J'aurais dû être un légume »

- [Téléphones sur écoute : toutes les professions qui ne seront pas concernées](#) - Ce mercredi 5 juillet 2023, l'Assemblée nationale a adopté l'activation à distance par la police du micro et de la caméra de téléphones portables lors d'enquêtes judiciaires. Les députés ont dressé la liste des professions "protégées" de ces écoutes. Quelles sont-elles ?
- [Tués par la police : pourquoi le recensement de basta ! est différent de celui de l'IGPN](#) - a police et de la gendarmerie rendent public depuis 2018 un recensement des particuliers tués au cours d'une mission, similaire à la classification initiée par basta ! en 2014. Notre approche reste cependant différente.
- [Que fait la police ? - À propos d'un 14 juillet sanglant](#) - Le 16 juillet 1942, Maurice Rajsfus avait quatorze ans. Il fut arrêté par la police française avec ses parents et sa soeur lors de la rafle dite du Vel d'Hiv. Les deux enfants furent libérés à la suite des quiproquos absurdes dont les bureaucraties ont le secret et qui ménagent les (très) rares interstices de liberté en régime totalitaire. Ils ne revirent plus jamais leurs parents. Dès lors, et jusqu'en 2020, date de sa mort, Maurice eut une dent contre les flics : « je n'aime pas la police de mon pays », disait-il, comme on dit aujourd'hui ACAB.
- [Récit des comparutions immédiates suites aux émeutes à Sainté](#) - Les 4 et le 6 juillet, environ une quinzaine de personnes sont jugées en comparution immédiate, accusées principalement de pillages, mais pas uniquement. Un grand nombre est condamné à des peines de prison, aménageables ou non suivant la situation des personnes. D'après les infos parues sur le blog : infosprisonsaintetienne.over-blog.com
- [Le capitalisme carcéral à l'oeuvre : quand l'État, la police, la justice et les prisons ne font plus qu'un](#) - Récit d'une comparution immédiate
- [La justice a deux vitesses... la lamborghini en a six !](#) (...)1 an de prison ferme et interdiction définitive de territoire français pour une personne interpellée devant le magasin Lacoste pillé à Saint- Étienne. Seule preuve de son implication : il a sur lui 4 paires de lunettes... d'une autre marque !
10 mois de prison ferme pour une canette de Red Bull (1,25Euros) pour un interpellé à la sortie d'un Monoprix pillé à Marseille (...) Pleurez vos vitrines pendant qu'on enterre des vies !
La police tue, la justice trie, la prison broie.
LIBERTÉ POUR TOUTES LES PERSONNES INCARCÉRÉES
- [Chronique d'une garde à vue de mineur en période troublée](#) - Imaginez.
Vous vous appelez Yacine, vous avez 17 ans, vous êtes lycéen, vous habitez chez vos parents en proche banlieue parisienne et comme beaucoup d'adolescents de votre âge, vous passez vos samedis soirs « sur Paris » avec vos amis.
Ce soir-là, vous êtes avec deux potes du lycée, deux filles. Ce soir-là, ça chauffe sur les Champs-Élysées : des « émeutes » qui font suite à la mort de Nahel, un adolescent de votre âge, tué après un refus d'obtempérer à Nanterre.
Vous auriez bien aimé « aller voir » avec vos deux potes mais vous ne verrez rien.
- [« Vouloir la paix, est-ce vouloir la justice ? » - Des comparutions immédiates au tribunal de Bobigny](#) - Le 6 juillet dernier, une professeur de philosophie de Seine-Saint-Denis s'est rendue au tribunal judiciaire de Bobigny pour assister aux comparutions immédiates des jeunes « émeutiers » interpellés les jours précédents. Elle raconte ici la manière dont l'institution judiciaire prend le relais de la répression policière. Un récit édifiant mais finalement peu surprenant.

- [Nahel Merzouk, Alhousein Camarra, Mohamed Bendriss : liquidés par La « Police Merveilleuse » de la Macronie](#) : Rien n'y fait. Le Conseil de l'Europe, l'ONU, la NUPES... les violences policières, les meurtres même, continuent de plus belle en Macronie, malgré tous les signaux au rouge. (...)



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, Â« exception de violence Â», racisme, censure, hors la loi...

- [A Marseille, une famille en quête de vérité sur un potentiel tir de LBD : Appel à une enquête impartiale](#) (une affaire scandaleuse qui a peu percé dans les médias)
- [« J'aurais dû être un légume » : à Marseille, un homme dit avoir été passé à tabac par les forces de l'ordre](#) - Hedi, 22 ans, a été frappé et a reçu un tir de LBD en pleine tête dans la nuit du 1er au 2 juillet, selon le quotidien « la Provence » qui a recueilli son témoignage et celui de ses proches. Une information judiciaire a été ouverte pour « violences en réunion par personne dépositaire de l'autorité publique ». (...) « J'avais encore des morceaux de Flash-ball dans le crâne »
- [Police, justice, prison/CRA... assassins !](#) - Dans la nuit du vendredi 30 juin au samedi 1er juillet 2023, les retenus du CRA de Marseille se sont révoltés face à leurs conditions de vie indignes. Cette émeute a été déclenchée suite au refus de soin de A., en détresse médicale.
- [Mensonges et aveux des policiers qui ont renversé trois jeunes en scooter](#) - Le 13 avril 2023 au soir, un véhicule de police a renversé trois adolescents en scooter. L'enquête de l'IGPN que StreetPress et Mediapart ont pu consulter montre que les fonctionnaires ont d'abord tenté de masquer leur faute.
- [Nahel et révoltes urbaines : promenade à travers la PQR](#) - À la Une de la PQR, il y a les images que montrent les rédactions, et celles qu'elles ne montrent pas. Les acteurs qu'elles soutiennent, et ceux qu'elles ne tolèrent pas. Les violences qu'elles condamnent, et celles qui ne comptent pas. Les bilans qu'elles dressent, et ceux qu'elles ne tirent pas. Les mots qu'elles emploient, et ceux qu'elles préfèrent taire. Évidemment, des Unes ne sauraient résumer la diversité des contenus éditoriaux et du travail journalistique des différents titres de la PQR que nous avons épluchés. Elles méritent néanmoins que l'on s'y attarde, d'une part parce qu'elles révèlent tout à la fois le cynisme commercial et les choix très politiques des chefferies éditoriales, et, d'autre part, du fait de leur potentiel effet de cadrage sur le débat public que leur confère leur visibilité.
- [Arrestations, subventions coupées... Verfeil, un village sous surveillance](#) - Parmi les arrestations spectaculaires menées dans le cadre de l'enquête sur le sabotage d'une usine Lafarge, deux personnes ont été interpellées à Verfeil, en Tarn-et-Garonne. Des habitants dénoncent « l'ostracisme » dont ils font les frais au quotidien.
- [Tirs policiers : le droit a du mal à passer dans la pratique](#) - La police a diffusé une instruction qui affirme que la loi est « assouplie » depuis 2017... ce qui est inexact. Depuis, les tirs des policiers ont augmenté trois fois plus vite que ceux des gendarmes. Une juriste le rappelle : en droit, il faut choisir entre légitime défense et

vengeance.

- [Comment la police met fin à l'État de droit](#) : LA POLICE RÉCLAME LE DROIT DE FRACASSER DES CRÂNES EN TOUTE IMPUNITÉ
- [Sainte-Soline : Loïc, le « poète maraîcher », condamné à un an de prison](#) - En procès avec trois autres personnes, le militant écologiste Loïc Schneider a été condamné à un an de prison ferme, pour sa participation à la manifestation à Sainte-Soline. Il dénonce la violence des forces de police.
- [Racisme dans la police : le débat n'aura \(toujours\) pas lieu](#) - La mort de Nahel, tué par un policier le 27 juin, aurait pu relancer dans le débat public la question du racisme dans la police. Mais sur BFM-TV - comme presque partout ailleurs dans l'audiovisuel, ainsi que dans une large partie de la presse - cette question reste largement taboue, comme le demeure celle des violences policières.
- [Révoltes et réseaux sociaux : le retour du coupable idéal](#) - Les révoltes qu'ont connues de nombreuses villes de France en réaction à la mort de Nahel ont entraîné une réponse sécuritaire et autoritaire de l'État. Ces événements ont également réactivé une vieille antienne : tout cela serait dû au numérique et aux réseaux sociaux. On aimerait railler cette rhétorique ridicule si seulement elle n'avait pas pour origine une manoeuvre politique de diversion et pour conséquence l'extension toujours plus dangereuse de la censure et du contrôle de l'information. (...) Conscient des limites juridiques de son pouvoir, l'État peut en effet miser sur la coopération des plateformes. Comme nous l'avons évoqué, celles-ci ont le contrôle sur l'expression de leurs utilisateur-ices et sont en mesure de retirer des vidéos de révoltes et d'émeutes quand bien même ces dernières n'auraient absolument rien d'illégal, simplement en invoquant leurs larges pouvoirs issus des conditions générales d'utilisation.

D'un côté, les autorités peuvent compter sur le zèle de ces réseaux sociaux qui, après avoir longtemps été accusés de mauvais élèves et promoteurs de la haine en ligne, sont enclins à se racheter une image et apparaître comme de bons soldats républicains, n'hésitant pas à en faire plus que ce que demande la loi. Twitter par exemple, qui a pendant longtemps résisté et ignoré les demandes des autorités, a drastiquement changé sa discipline depuis l'arrivée d'Elon Musk. Selon le media Rest of World qui a analysé les données du réseau, Twitter ne refuse quasiment plus aucune injonction de blocage ou réquisition de données d'identification provenant des différents États dans le monde. (...) Et en effet, Snapchat ne se cachait pas d'avoir fait plus que le nécessaire. Un porte-parole affirmait à l'AFP faire de la « détection proactive » notamment sur la carte interactive qui permet de retrouver des contenus en fonction des lieux et « et plus particulièrement le contenu lié aux émeutes » qui serait supprimé s'il « enfreint [leurs] directives ». La responsable des affaires publiques de l'entreprise assumait quant à elle devant l'Assemblée nationale avoir travaillé avec le ministère de l'Intérieur pour filtrer les contenus et ne laisser en ligne que ceux mettant en scène des personnes se plaignant des violences. (...) Cependant, si ce texte ne permet pas la censure immédiate rêvée par le commissaire européen français, il poursuit bien la dynamique existante de confier les clés de la liberté d'expression aux plateformes privées, quitte à les encadrer mollement. Le DSA légitime les logiques de censure extra-judiciaire, renforçant ainsi l'hégémonie des grandes plateformes qui ont développé des outils de reconnaissance et de censure automatisés de contenus.



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, Â« exception de violence Â», racisme, censure, hors la loi...

4 69 balles

En Seine-Saint-Denis, le directeur de la sécurité et de la prévention de la ville du Bourget a sorti une arme et tiré pas moins de 69 balles devant le commissariat de la ville, dans la nuit du 28 au 29 juin. Ce tireur fou est le chef de la police municipale de la ville. Il n'avait même pas d'autorisation de port d'arme ! Il prétend avoir tiré « en l'air » pour « défendre le poste de police ». Et il est couvert par le maire de droite, Jean-Baptiste Borsali, lui-même visé par une enquête pour harcèlement sexuel et déjà condamné pour « des actes de menaces, violences ou intimidations envers plusieurs policiers ». Ironique.

Quoiqu'il en soit, cette affaire révèle la facilité déconcertante avec laquelle les agents, nationaux ou municipaux, dégainent désormais des armes mortelles. Pour refus d'obtempérer, mais aussi récemment à Mayotte, où des CRS avaient tiré à balles réelles sur des « émeutiers », ou plus récemment dans les banlieues française. Le Flash-Ball était sensé empêcher l'usage de tirs mortels, en réalité, il a décomplexé l'usage des armes dans la police, les agents n'hésitent plus à appuyer sur la gâchette. Et de plus en plus de polices municipales sont aujourd'hui dotées d'armes à feu...

4 « Bicot »

En avril 2020, le policier Pierre C. avait été filmé en train de déclarer « un bicot ça ne nage pas » à propos d'un homme Égyptien qui se débattait dans un fleuve. Son collègue avait répondu : « Ah, ça coule, tu aurais dû lui accrocher un boulet au pied ». L'homme avait été violenté au moment de son arrestation, puis l'enquête avait démontré son innocence. Le policier raciste a été condamné en janvier 2022 pour « injure publique à caractère racial ». Depuis, il a été autorisé à passer le concours d'officier et l'a réussi. Une promotion, comme tant d'autres.

4 Agression de journalistes

À Marseille, un énorme dispositif policier encadrait la visite de Macron dans la ville. Une journaliste du média local « Made in Marseille », qui couvrait ce déplacement le 27 juin « souhaitait simplement rentrer chez elle et prendre un vélo en libre-service », lorsqu'un CRS l'a contrôlée et fouillée. « Ce contrôle injustifié a dégénéré lorsque l'agent a trouvé sa carte de presse, puis l'a étranglée alors qu'elle tentait de téléphoner à notre rédactrice en chef, pour nous alerter sur la situation », explique la rédaction du média, qui évoque également des « insultes misogynes » et « propos dégradants tenus par l'agent ». Une enquête est ouverte. Samedi 8 juillet, des policiers ont volontairement violenté des journalistes qui couvraient la Marche pour Adama à Paris.

4 Grève des motards

Selon des informations recueillies par Europe 1, les collègues de Florian Menesplier, qui a tué Nahel, refusent d'assurer leur service. Les cinq membres de l'équipe de police à moto ne se sont pas présentés au travail ce lundi, en solidarité avec leur collègue. Une source interne explique qu'ils ont besoin de prendre du recul et de faire une pause. Cet arrêt collectif prouve que le policier tueur est tout sauf une « brebis égarée », mais bien un agent soutenu par sa profession. Les policiers concernés ont même bénéficié d'arrêts maladie. Le gouvernement prétendait vouloir lutter contre les arrêts abusifs : en voici.

4 Manifestation d'extrême droite

Après la cagnotte de soutien au meurtrier de Nahel, un appel à manifester en son honneur circulait sur les réseaux sociaux : « Avec l'accord de la famille et de son avocat, tous place Denfert-Rochereau ce Mardi pour soutenir notre camarade Florian incarcéré à la prison de la santé ». L'appel vient du collectif policier d'extrême droite Hors Service, animé par l'ancien agent Cédric Vladimir, révoqué de la police nationale en juillet 2022. Il publiait régulièrement des

appels à tuer des « racailles » sur internet : « bien tirée, une seule 9mm peut traverser environ 5 sauvages ». À propos d'une free party, il écrivait que « le conservatisme aurait opté pour une décontamination préventive à la lacrymogène et une quatorzaine directement dans un hangar ». Lors des Gilets Jaunes, il appelait à ce que les « sauvages » entendent « résonner la détonation létale d'un 9mm Sig Sauer » et ajoutait « fini le LBD, ouvrons le feu ! » Il a été invité sur le plateau de Cyril Hanouna en mars dernier pour défendre la profession.

Ces quelques cas récents ne sont qu'une infime partie de ce qui est connu : la plupart des violences ont lieu loin des regards et des caméras, ou dans les commissariats. Elles ne sont jamais évoquées par les médias, et ne donnent souvent lieu à aucune plainte...



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, Â« exception de violence Â», racisme, censure, hors la loi...

– DES NOUVELLES DE LA JUSTICE FRANÇAISE

« Le 28 juin à Tours, un policier de la BAC âgé de 48 ans était jugé pour avoir téléchargé, détenu et diffusé des contenus pédocriminels. 30 fichiers ont été saisis sur son ordinateur, mais 30.000 ont été consommés et effacés sur les sept dernières années. En garde à vue, il a expliqué s'être masturbé en regardant les vidéos de viols d'enfants. Le parquet a demandé une peine légère, « d'avertissement » : 18 mois avec sursis. Les juges ont suivi.

« Quelques jours plus tard, des centaines de jeunes ont été jetés en comparution immédiate directement après des gardes à vue éprouvantes, lors de la révolte suite au meurtre de Nahel. La justice a organisé une véritable boucherie : 350 personnes ont été directement incarcérées. Les procureurs et les juges ont réclamé des peines de prison ferme systématiquement, et l'envoi immédiat des personnes jugés derrières les barreaux. Sans preuves, sans enquêtes, la plupart du temps sans le moindre élément, souvent pour des personnes sans casier. À Marseille il y a par exemple un homme, arrêté le 29 juin, qui avait récupéré une cannette de Redbull longtemps après les affrontements dans un magasin. Arrêté avec la canette, il a reçu 10 mois de prison ferme. Une exécution judiciaire pure et simple. D'autres ont subi le même sort, pour avoir récupéré des pantalons, des fruits, des chaussures ou autres babioles.

Justice de classe, justice raciste : les magistrats et les policiers appartiennent au même monde. Un monde qui se protège entre pairs, et qui n'hésite pas à piétiner les vies des pauvres, des marges, des non-blancs, sans aucune pitié.



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, Â« exception de violence Â», racisme, censure, hors la loi...

SUR LES MURS, LA MAIRIE DE NANTES CENSURE LE MOT « JUSTICE »

► Absurdistan autoritaire

Depuis deux semaines, les artistes du collectif Black Lines ont réalisé deux fresques contre les violences policières à Nantes, en lien avec la mort de Nahel.

L'une d'elle, peinte le 5 juillet, a tout simplement été interrompue par les autorités locales. Les peintres, qui venaient de commencer leur oeuvre représentant des scènes de répression photographiées ces derniers jours en banlieue, ont été encerclés par des policiers. Les agents ont téléphoné au Procureur de Nantes en personne, qui a ordonné l'arrêt de la fresque sous peine d'interpellation pour « outrage ». Puis des équipes de la mairie sont venues repeindre le jour même toutes les parties qui avaient été réalisées. Une collaboration police-justice-mairie pour qu'aucune expression visible de l'actualité n'existe.

Une semaine plus tôt, une première fresque avait été réalisée sur l'île de Nantes. Une longue scène surmontée du slogan « Pas de justice pas de paix » et plusieurs phrases pour les victimes de la police.

Cette oeuvre avait pu être terminée sans intervention policière. Ce vendredi, la fresque a été censurée par la mairie. De larges bandes de peinture grisâtre recouvrent plusieurs endroits. Par exemple le mot « justice » en hauteur, est devenu un cube couleur béton. Rendons-nous compte de la folie ambiante : la mairie PS envoie une équipe avec de la peinture et des échelles pour effacer la justice !

Les scènes de révolte et toutes les phrases ont aussi été censurées, barrées de gris, par exemple « justice pour Aboubacar » ou « la vérité dérange ».

Un artiste de BlackLines commente, estomaqué : « On dirait la façon dont on censure Facebook ou Snapchat : on n'enlève pas toutes les publications, on ne censure pas tout internet, mais on retire certains mots clefs. C'est une censure 2.0, on n'enlève pas toute la fresque mais juste les mots qui rendent la fresque subversive ».

Le même procédé avait déjà été utilisé sur la préfecture. Des tags militants apparus lors d'une manifestation avaient été recouverts à la hâte avec de la peinture blanche, uniquement sur certains mots, comme « Darmanin » ou « répression ». Drôle d'époque.



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, Â« exception de violence Â», racisme, censure, hors la loi...

VIOLENCES D'EXTRÊME DROITE À ANGERS : LA POLICE BLESSE GRAVEMENT DEUX HOMMES AU VISAGE A COUPS DE LBD

« Le 3 juillet à Angers, un homme de 32 ans a perdu l'usage d'un oeil après avoir été touché par un tir de LBD, selon des éléments médicaux » écrit le quotidien Ouest-France ce lundi 17 juillet. En effet, après la mort de Nahel, la ville d'Angers avait été secouée par des agressions d'extrême-droite, suivie d'une féroce répression contre celles et ceux qui s'opposaient aux fascistes.

Reprenant le récit des autorités, Ouest-France parle d'affrontements entre des « identitaires » et « des manifestants d'extrême gauche, puis des groupes de jeunes parfois armés et le visage dissimulé », mettant dos à dos les nostalgiques du fascisme et la jeunesse anti-raciste. Le journal ajoute que « la police est intervenue pour s'interposer ». Un récit mensonger : selon de nombreuses images et témoignages, la police a travaillé main dans la main avec l'extrême droite pour protéger un local situé en plein centre-ville, servant de base arrière aux violences racistes dans la ville depuis des années.

4 Groupe dissout

Le groupe fasciste l'Alvarium est créé en 2017 par Jean-Eudes Gannat, fils de notable et ancien candidat du Front national. Depuis ce local, des agressions racistes, hurlements fascistes et intimidations ont été organisées. Ses membres sont plusieurs fois condamnés pour des violences en bande. Des conférences d'extrême-droite y sont toujours organisées, alors que le groupe a été dissout en 2021. L'Alvarium a aussi attaqué la manifestation du 1er mai 2022 à Angers... Imagine-t-on un collectif militant ou musulman dissout par le gouvernement continuer d'avoir pignon sur rue ? Inimaginable. L'Alvarium bénéficie d'appuis institutionnels, et les événements dramatiques du lundi 3 juillet le démontrent.

Ce soir-là, la police tire sans sommation au LBD sur des jeunes venus s'opposer à ce local d'extrême-droite. En quelques minutes, deux tirs frappent à hauteur de tête. L'oeil d'un homme de 32 ans explose à l'impact de la munition. Un autre est très gravement blessé, avec d'importantes fractures au visage. Il a frôlé la mutilation. Les militants d'extrême-droite présents, eux, n'ont pas été inquiétés. Cette répression est d'une violence inédite à Angers. Elle frappe deux jeunes habitants de banlieue qui se mobilisaient.

Nous avons contacté un militant des quartiers populaire d'Angers qui nous raconte ce qu'il s'est passé.

4 « Il fallait dire stop »

Le 30 juin, trois jours après la mort de Nahel à Nanterre, une première manifestation contre les violences policières a lieu à Angers. La police gaze le cortège. Des membres de l'Alvarium patrouillent armés dans la ville, à la recherche de militants de gauche et de « jeunes de banlieue ». Le commando est armé de barres de fer et passe à tabac plusieurs personnes, sous l'oeil médusé des passant-es et dans une impunité totale. La scène, filmée, fera le tour des réseaux sociaux.

D., militant de quartier, explique : on a entendu dire que l'extrême-droite voulait « descendre dans le quartier de la Roseraie, qui est un quartier militant », « on a créé un groupe de rue antiraciste » Samedi, il y a un « premier coup de pression ». En effet, à Angers et dans plusieurs villes, les fascistes se sont organisées en milices pour commettre des violences contre les habitant-es de banlieue. « Tous les quartiers se sont mis ensemble, la Roseraie, Bel-Beille, Monplaisir... La mairie était trop complaisante avec l'extrême droite. Il fallait dire stop ». Une première incursion a lieu, « le local était très protégé ». D. ajoute : « on a vu une proximité évidente avec la police ».

Du côté de l'extrême-droite, « les fachos de l'Alvarium ont fait venir des membres de toute la France et même d'Italie ». En effet, devant le local angevin, des figures notoires du néo-nazisme français ont été repérées et filmées. Notamment des membres des Zouaves Paris, groupe lui aussi dissout pour sa violence.

4 Mutilations

Lundi 3 juillet, une nouvelle mobilisation se dirige vers le local situé dans le centre-ville. « Ce soir là, il y a eu deux tirs de LBD, les deux ont touché des visages ». Les policiers tirent du gaz lacrymogène sans sommation et des balles en caoutchouc. « Les policiers ont protégé la rue du Cornet [où se trouve le local], ils ont tiré directement. Les deux blessés ont été emmenés à l'hôpital et ont été opérés mardi ». L'intention de mutiler est évidente : un seul policier a été photographié avec un LBD dans la rue. Deux munitions ont été tirées. Toutes deux dans le visage.

4 Complicité

« Il y a une longue histoire d'amour entre les flics et les fachos » nous explique D. Cette coopération entre les autorités et l'extrême-droite angevine n'est pas nouvelle. Les jours précédents, les membres de l'Alvarium sont filmés en train de fumer des cigarettes avec des policiers devant leur local.

Le 1er juillet, les fascistes patrouillent devant leur local avec des barres de fer, ils jettent des bouteilles, exhibent des boucliers à croix celtique, sans jamais être inquiétés. Une vidéo est même diffusée sur leurs réseaux pour revendiquer les faits. Un riverain aurait entendu un agent de la BAC dire « on est ensemble » aux membres de l'Alvarium. Une proximité qui n'est guère étonnante, puisqu'à Lorient au même moment, une « milice anti-casseurs » composée d'individus cagoulés avait frappé des émeutiers supposés avant de les remettre à la police.

Le même week-end, les membres de l'Alvarium sont de nouveau repérés et filmés en train de sortir des casques et des boucliers en pleine journée. Comme s'ils étaient prévenus par la police. En effet, le lundi, la police fouille le local suite aux violences filmée trois jours plus tôt. Mais les lieux ont été « nettoyés » en amont.

Autre fait troublant, des observateurs ont repéré des « appels lumineux » à l'aide de torche ou de phare, de la part des policiers vers les militants d'extrême-droite, comme « pour dire aux fachos de rentrer dans leur local » en cas de danger.

Quoiqu'il en soit, deux jeunes hommes sont gravement blessés par la police, dont l'un a désormais sa vie bouleversée pour s'être mobilisé. Il vient de porter plainte et compte aller « jusqu'au bout ». Face à cette mobilisation anti-raciste venue des quartiers populaires, les autorités ont déchaîné une répression jamais vue dans la ville. D. espère que cette histoire permettra au moins de nouer des liens partout entre les habitant-es de cité et les réseaux antifascistes face à l'extrême droite.

4 Appel à témoins

Si vous avez des images ou des précisions sur les tirs policiers qui ont eu lieu rue du Cornet à Angers le 3 juillet, écrivez-nous. C'est crucial pour la procédure, cela pourrait grandement aider la victime.



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, Â« exception de violence Â», racisme, censure, hors la loi...

POUR UNE GRÈVE DÉFINITIVE DE LA POLICE

La police se mobilise. Non pas pour avoir plus de moyens, elle croule déjà sous les milliards d'euros d'équipements neufs et d'arsenal dernier cri. Pour de meilleures conditions de travail ? Non plus, les policiers ne sont pas concernés par la réforme des retraites, bénéficient du train gratuit, de primes à gogo et d'innombrables privilèges.

Non, la police française se mobilise pour soutenir des agents qui ont tiré une balle en caoutchouc dans la tête d'un jeune travailleur à Marseille avant de le tabasser et de l'abandonner pour mort.

La victime, Hedi, a sombré dans le coma, et a été sauvée de justesse en soins intensifs. C'est pour soutenir ces criminels donc, que des centaines de policiers se sont mis en arrêt maladie ! Un procédé totalement illégal, qui serait suivi d'un licenciement dans n'importe quel autre profession. Mais dans la police ça passe. Le directeur général de la police nationale se rend même ce samedi à Marseille pour aller les bichonner.

Une cagnotte de soutien aux agents poursuivis récolte déjà des milliers d'euros. Bientôt d'autres policiers millionnaires, comme le meurtrier de Nahel ? Mutiler ou tuer des jeunes non-blancs est-il devenu un moyen de devenir riche dans ce pays ?

En plus des arrêts maladie, un syndicat appelle tous les policiers de France à se mettre en service minimum après l'incarcération d'un policier pour violences en réunion.

Bruno Attal, policier et militant d'extrême droite qui a cumulé 11 ans d'arrêt maladie et de formation en 20 ans de « carrière » lance quant à lui un appel sur les réseaux sociaux : « policiers, déposez les armes ».

Pour une fois, saluons ces appels. Enfin une mobilisation utile, qui évitera peut-être des mutilations, des morts, des mobilisations réprimées, des contrôles au faciès ... Cela pourrait même faire baisser l'insécurité.

Policiers, continuez : faites la grève du zèle, mettez vous en arrêt, déposez les armes. A condition que ça soit définitif.



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, Â« exception de violence Â», racisme, censure, hors la loi...

LIBÉREZ LOÏC, MIS EN PRISON SUITE A SAINTE-SOLINE

Loïc est poète, maraîcher, militant écologiste, et bien d'autres choses. Il lutte depuis des années pour un monde meilleur, et subit un acharnement répressif pour cela. Il a été renvoyé en prison à plusieurs centaines de kilomètres de chez lui suite à la mobilisation de Sainte-Soline, arrêté par la police anti-terroriste. Son tort ? Il est soupçonné d'avoir fait un tag et brandi la veste d'un gendarme devant la méga-bassine. Il est en cellule depuis le 20 juin, et sera jugé le 27 juillet à Niort.

Tous les moyens sont bons pour témoigner notre soutien aux camarades inculpés. Voici une pétition à lire et à partager pour Loïc :

« Un régime qui bascule : voilà le sentiment qui se dessine à l'approche du procès qui se tiendra le 27 juillet 2023, au Tribunal de Grande Instance de Niort. Quatre personnes y comparaîtront. Quatre personnes dont aucune des accusations ne recèle un acte de violence. Pourtant, des moyens d'une envergure sans précédent ont été déployés afin de judiciairement, les réprimer.

Alors, quel est leur tort ?

Avoir, tous, participé à la manifestation de Sainte-Soline, le 25 mars 2023.

Le 20 juin, à la veille de la dissolution des Soulèvements de la Terre, une vague d'arrestations et de perquisitions sans précédent, notamment menée par la sous-direction antiterroriste (Sdat), s'abat sur le mouvement écologiste, simultanément, partout en France. Parmi les personnes ciblées : Loïc Schneider, Maraîcher près de Bure (Meuse) et Agent de Service Hospitalier à Nancy (Meurthe-et-Moselle), dont le parcours témoigne d'un acharnement répressif et d'une brutalité judiciaire aujourd'hui portés à leur paroxysme.

Ce matin-là, Loïc est logé dans la cabane sobrement aménagée où il réside, à Montiers-sur-Saulx (Meuse). Dormant à ses côtés, me voilà soudain réveillée par un bruit inhabituel ; quelques craquements dans le jardin tout proche, puis ces mots chuchotés : « Imagine, s'il nous entend. »

En un claquement de doigts, 22 gendarmes du Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie (PSIG) et du Peloton Spécialisé de Protection de la Gendarmerie de Cattenom (PSPG) - une unité de contre-terrorisme - surgissent, hurlant, dans la cabane. Loïc et moi sommes alors attrapés, projetés au sol, quasiment nus, puis chacun

maintenus par plusieurs militaires. Une lumière blanche l'aveuglant, une arme de guerre sur sa tempe pointée, Loïc est immédiatement menotté.

En sortant de la cabane après une perquisition rapidement exécutée, Loïc assiste à un ballet spectaculaire : des militaires lourdement armés, portant cagoules, casques, gilets pare-balles, et parfois boucliers, déambulent là, entre fraisiers et chênes que le jeune homme ne cesse, partout, de planter.

La maison de son colocataire, de l'autre côté du jardin, est à son tour superficiellement perquisitionnée. Les moyens sont immenses ; les voisins, les amis qui ont dans la hâte rejoint les lieux, tous sont éberlués par ce déferlement policier : mais que peuvent-ils bien chercher ?

C'est finalement de la bouche d'un enquêteur que les êtres venus soutenir Loïc l'apprendront. Il lâchera, dans un marmonnement embarrassé : « Une robe de moine et un déguisement de lapin rose. »

La maison des parents de Loïc, à Laxou (Meurthe-et-moselle), est elle aussi, dans la foulée perquisitionnée, sans qu'aucun des vêtements ne soit retrouvé.

Loïc sera alors placé en garde à vue, en un lieu isolé, avant d'être transféré à 550 kilomètres de là, à la maison d'arrêt de Vivonne (Vienne), où il demeure en détention provisoire : la procureure de la République et le Juge Igor Souchu, après avoir dressé un portrait aussi fantasmé qu'effrayant de l'être qui se tenait là, ayant décidé de le priver, arbitrairement et jusqu'au procès, de liberté.

Alors, que reproche-t-on à Loïc, qui appellerait un tel déploiement de moyens d'enquête, une arrestation extraordinaire, une détention provisoire ; et à l'horizon, la possibilité de voir durant plusieurs années sa liberté entravée ?

Voici ce dont il est accusé : d'avoir, vêtu d'un costume de moine, participé à la manifestation de Sainte-Soline, le 25 mars dernier ; d'y avoir, sur un véhicule de gendarmerie détérioré, apposé un tag, avant de saisir durant un instant, un gilet de gendarmerie trouvé au sol, et de le reposer.

Pour cela, Loïc, dans les geôles opaques de l'État déjà enfermé, risque 7 ans de prison.

De la même manière que le rapport de la Ligue des Droits de l'Homme conclut à la responsabilité de l'État sur l'usage disproportionné des armes à Sainte-Soline - et son président de déclarer que « Sainte-Soline est très emblématique de la période que nous vivons en matière d'atteinte aux libertés et de répression des mobilisations sociales » - nous pouvons ici légitimement nous questionner sur l'usage qui est fait des dispositifs et moyens antiterroristes dans ce pays ; ainsi que leur dessein.

Une chose est sûre : rien ne justifie une telle opération.

Sauf à dévoyer les moyens de l'État à des fins politiques. Sauf à imaginer que ce pouvoir - conscient des grandes bascules planétaires à l'oeuvre, du tarissement des ressources qui se profile, de l'effondrement énergétique qui vient, de l'inconnu climatique déjà engagé, du pourrissement généralisé des sols, de l'eau, de l'air et des liens humains ; et de la soif de Justice qui en miroir partout essaime - procède à une opération de communication à grande échelle. Sauf à imaginer que ce pouvoir, pour cela, érige un nouvel épouvantail en tous points fantasmé : celui de l'« écoterrorisme » justifiant surveillance généralisée, dissolutions, emprisonnements arbitraires et ainsi, de dissuader qui sentirait croître en son coeur les germes de la Justice, de la solidarité et de la Liberté, de se lever.

Le 27 juillet, c'est donc l'indépendance de la Justice, aussi, qui sera questionnée ; ainsi que l'état de vitalité - ou d'anémie - de l'exigence démocratique en ce pays. Car comme nous venons de le voir, par-delà les cas singuliers des quatre personnes ici inculpées, le juge Igor Souchu, à travers son verdict ce jour-là répondra à cette impérieuse interrogation : est-il encore permis, en ce pays, de manifester ? Est-il encore permis, en ce pays, d'exercer ses droits politiques les plus fondamentaux, sans risquer de se voir, un matin, par une brigade antiterroriste brutalement réveillé, à l'autre bout du pays déporté, à ses proches arraché, et à des fins politiques emprisonné ?

Réponse le 27 juillet, à Niort.

« Je ne suis d'aucun parti si ce n'est celui de la vie. Je suis partisan de ce souffle qui anime chaque être vivant, ce chant de la liberté. »

Loïc Schneider.

Pour Loïc, pour les inculpés de Sainte-Soline : votre soutien est précieux. Signez et relayez cette pétition, afin, le jour du procès, de demeurer symboliquement à leurs côtés.

Merci.

Manon Aubry, compagne de Loïc. »

(posts de Contre Attaque)



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, Â« exception de violence Â», racisme, censure, hors la loi...

LES FEUX D'ARTIFICE PLUS DANGEREUX QUE LES GRENADES DE LA POLICE ?

► Désintox d'un mensonge obscène

Cnews, toujours à l'avant garde des mensonges les plus délirants. À la veille du 14 Juillet, la chaîne de Bolloré donnait la parole à Christian Rodriguez, Directeur Général de la gendarmerie. L'occasion de parler, pour la énième fois, des feux d'artifice utilisés lors des révoltes.

« J'ai rencontré hier des gendarmes blessés par des tirs de mortiers. Ils ont des brûlures. Les effets de ces mortiers sont très supérieurs aux effets des munitions que nous employons, de nos grenades ».

Rappelons que ce qui est nommé mortier n'est qu'une gerbe d'étincelles qui crépitent. Ils seraient plus dangereux que des armes de la police, conçues pour blesser gravement ? Désintox d'un énorme mythe du boss de la gendarmerie.

¥ La grenade GM2L - Grenade Modulaire Lacrymogène

Contrairement à ce que son nom indique, c'est une munition explosive potentiellement mortelle. Elle a remplacé à partir de 2019 une autre munition tout aussi terrible : la GLI F4, qui avait arraché plusieurs mains lors des Gilets Jaunes, et qui contenait du TNT. Présentée comme « moins dangereuse », car elle ne contiendrait pas de TNT, la GM2L contient 48 grammes d'un produit appelé Hexocire. Il s'agit de l'explosif RDX mélangé à de la cire. Un produit 1,6 fois plus puissant que le TNT, qui entre dans la composition du C4, et utilisé notamment par l'industrie militaire pour les ogives de lance-roquettes. Lorsqu'il explose, la vitesse de détonation de l'Hexocire atteint 8750 mètres par seconde. En un an, au moins deux personnes ont eu la main pulvérisée par ces munitions : un homme de 44 ans lors d'une manifestation pour les libertés à Paris, le 5 décembre 2020, et un jeune de 22 ans lors d'une Free Party à Redon le 19 juin 2021. À Sainte-Soline, des dizaines de personnes ont été mutilées par ces armes, qui provoquent

littéralement des cratères dans le sol en explosant. Comme à la guerre. Cette munition est considérée comme tellement dangereuse que le ministère de l'Intérieur décide en 2021 d'interdire à ses agents de l'envoyer à la main pour éviter les blessures dans ses rangs. En revanche, il autorise les tirs à longue distance, vers la foule, à l'aide de lanceurs : un usage encore plus agressif aux conséquences aléatoires.

✂ La grenade dite "de désencerclement"

Une imitation de grenade militaire à fragmentation. Composée d'explosif, elle détonne à 150 décibels - un effet "psychologiquement agressif qui vise à déstabiliser les cibles" selon ses concepteurs - et projette à pleine puissance 18 projectiles en caoutchouc. Chacun des palets de caoutchouc a une énergie d'impact de 80 joules, ce qui équivaut à dix boules de pétanque lâchées à une hauteur d'un mètre. En juin 2019, le gouvernement fait l'acquisition de 40.000 de ces munitions pour compléter le stock existant, des grenades appelées GENL - Grenade à Éclats Non Létaux.

Comme l'indique le nom "désencerclement", cette munition est en principe strictement réservée aux cas où un policier serait encerclé, pour pouvoir se dégager lorsque sa vie est en danger. En réalité, elles sont tirées par milliers pour attaquer la population. Elles ont brisé de nombreuses vies en arrachant des yeux : une mère de famille à Villemomble en juin 2013. Laurent, syndicaliste en septembre 2016, ainsi qu'un syndicaliste SUD rail en 2023. Gwendal à Rennes en 2019. Maud à Grenoble en 2007... ou encore Romain, photographe tombé dans le coma après un tir dans la tête en 2016.

Ces grenades sont tellement dangereuses qu'elles blessent aussi leurs utilisateurs. Le 16 février 2010, dans le centre d'entraînement de Saint-Astier, seize (seize !) gendarmes mobiles sont blessés par l'explosion d'une seule grenade de "désencerclement" lors d'un entraînement. En novembre 2020, un agent de la BAC de Nantes se blesse gravement la main avec cette grenade. De même qu'un policier à Rennes en 2016. Aucun feu d'artifice n'a jamais arraché d'oeil ou explosé de main au sein des forces de l'ordre.

✂ La grenade assourdissante à main

Enfin, la dernière arrivée se nomme ASSD, pour « assourdissante ». C'est la grenade la plus puissante utilisée en maintien de l'ordre en France avec la GM2L. Rien que le blast peut faire exploser des tympans. Le 1er Mai à Paris, un gendarme a malencontreusement envoyé une grenade ASSD sur le casque d'un de ses collègues. Une vidéo montrait l'explosion, énorme, au niveau de la tête du gendarme, qui s'effondrait immédiatement malgré son équipement. Libération révélait peu après que le gendarme souffrait de plusieurs vertèbres cassées et qu'il présente un large hématome. Une blessure importante, dont il gardera probablement des séquelles à vie. C'est, de très loin, le blessé le plus grave côté forces de l'ordre depuis le début du mouvement. Jamais le moindre feu d'artifice n'a ainsi blessé un agent.

Des « brûlures » provoquées par des étincelles d'un côté. Des mains arrachées, des yeux crevés, des comas causés par des grenades de l'autre. Sachant que les armes de la police sont tirées sur des personnes non protégées, alors que les gerbes d'étincelles arrivent sur des boucliers, des casques renforcés, des carapaces et des gilets pare-balles. Chacun jugera où sont les « effets supérieurs ». Et comprendra à quel point l'État français ment à tous les niveaux, tout le temps.

Et si on prenait le chef de la gendarmerie au sérieux ? Donnons aux révolté-es des grenades, et remplaçons les armes de la police par des feux d'artifice ?



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, Â« exception de violence Â», racisme, censure, hors la loi...

UNE FAMILLE BRISÉE PAR LA POLICE À MARSEILLE

Abdelkarim, 22 ans, et Mohamed, 27 ans, étaient cousins. En deux nuits d'émeutes, l'un a perdu un oeil et l'autre est mort. La soeur de Mohamed a été emprisonnée. Témoignage de l'ensauvagement inouï de la police française.

Samra et Meriem sont soeurs. Et leurs familles ont été fracassées par la violence d'État en quelques jours. Le 30 juin, le fils de Samra, Abdelkarim, 21 ans, est éborgné par un tir policier en plein visage. Ce soir-là, il croise la route de policiers déployés dans une rue commerçante de Marseille. Abdelkarim dit avoir vu cinq camionnettes remplies d'agents « habillés en noir, avec des casques noirs » qu'il n'avait « jamais vus dans Marseille ». Il s'agit du RAID, unité anti-terroriste déployée dans la ville pour mater la révolte. « J'ai vu un policier en train de me viser, je n'ai pas caché mon visage. Quand j'ai voulu tourner, ils m'ont tiré dessus » explique-t-il à Médiapart. Abdelkarim pense avoir « perdu connaissance » dans la rue et se souvient seulement de s'être relevé en se tenant le visage. « Mon nez saignait, des morceaux sortaient ». Il subit trois opérations. La vue de son oeil gauche est définitivement perdue.

Le 2 juillet, vers 1 heure du matin, c'est le fils de Meriem, Mohamed, 27 ans, qui s'effondre juste devant la porte de sa mère où il a réussi à se traîner en scooter. Les médecins constatent deux impacts « en cocarde » de 4,5 cm de diamètre, évocateurs d'un « flashball », en tout cas de munitions policières. Les balles de LBD mesurent justement 4 centimètres de diamètre. Un tir sur la cuisse, l'autre en plein thorax, qui a provoqué un arrêt cardiaque chez ce jeune homme sans antécédents médicaux. Mohamed était livreur, père d'un petit garçon, et sa compagne attend un enfant. Sa mère dit « Vers 20 heures, il m'a fait un bisou sur le front et un câlin, puis il est sorti et je ne l'ai plus revu ». Dans le téléphone du défunt, les dernières images prises quelques minutes avant sa mort : il filmait l'interpellation d'un homme par la police. Il s'est fait tirer dessus, deux fois, et abandonner mourant.

Le 5 juillet, des dizaines de personnes arrêtées les nuits précédentes à Marseille passent à la chaîne au tribunal, en comparution immédiate, et subissent une justice exceptionnellement violente. Parmi les personnes jugées, la

soeur de Mohamed. L'avocat Rafik Chekkat, qui assistait à l'audience, raconte : « elle vient d'être condamnée à 1 an de prison dont 6 mois avec sursis après avoir été interpellée avec une chaussure (même pas une paire) venant du Foot Locker pillé 3h plus tôt. Pas de mots ».



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, Â« exception de violence Â», racisme, censure, hors la loi...

FUSILS À POMPE SUR UN ADOLESCENT : UN GROUPE PRO-POLICE EN FAIT UN ÉCUSSON

Des unités anti-terroristes qui mettent en joue des adolescents au sol avec des armes longues pour les arrêter. Ce sont les images prises à Lille, jeudi 29 juin. Pascal Bonnière, le photographe de La Voix Du Nord, avait raconté cette scène extrêmement choquante. « C'est la panique. Ils mettent en joue. Les gamins sont au sol, ventre à terre, une arme pointée sur eux. C'est d'une violence inouïe, dans une situation qui était très calme. C'est terrifiant ! » Quatre jeunes avaient été embarqués par les agents.

Tout le monde, en-dehors des personnes déjà mûres pour une dictature fasciste, avaient été effaré devant cette image d'unités militarisées contre des adolescents : pour la première fois, l'anti-terrorisme était déployé contre la population civile, contre des enfants de 14 ans.

Tout le monde, sauf les lobbys pro-police, qui ont trouvé ça génial. Le groupe « Thin blue line France » a transformé cette photo en écusson, pour permettre aux policiers d'en faire une fierté et de pouvoir l'arborer sur leurs uniformes.

Qu'est-ce que « Thin Blue Line » ? Le journaliste Ricardo Parreira explique que l'idée vient du monde anglo-saxon, et signifie « fine ligne bleue ». C'est une image : cette fine ligne de la couleur des uniformes, c'est la police. La ligne bleue symbolise la séparation entre le bien et le mal, elle sépare l'ordre et le chaos, elle délimite la société des hordes de barbares qui la menacent. Sous-entendu : sans la ligne bleue, la société s'effondre.

C'est un discours régulièrement entendu dans la bouche de syndicalistes policiers : « sans nous, la République serait tombée », ou « nous sommes la première ligne ». Eric Zemmour, invité par le syndicat Alliance, avait aussi déclaré : « Les policiers sont en première ligne des attaques de terroristes et de caïd », aux « premières loges d'un combat de civilisation ». Le candidat pétainiste avait même osé : « Je veux que vous redeveniez les chasseurs, pas les gibiers ». C'était durant la campagne présidentielle. Nous y sommes, Macron a appliqué ces idées.

La « Thin Blue Line » a d'abord été populaire au Royaume-Uni, aux États-Unis, puis au Canada, en Belgique et en

Suisse au sein de l'extrême droite et de la police. Aux USA, la ligne bleue était présente dans les rassemblements d'extrême droite, ou chez les opposants au mouvement Black Lives Matter. La ligne est aussi utilisée pour commémorer un policier mort en service.

Ce symbole de ralliement est désormais utilisé par des forces de police françaises. Sur Instagram, un compte « Thin Blue Line France » cumule près de 28.000 abonné-es, souvent policiers. Le compte a évidemment relayé la cagnotte de soutien au tueur de Nahel et applaudi la répression des banlieues et des mouvements sociaux.

Le site vend des écussons : ACAB (All Cops Are Brothers), la tête-de-mort Punisher, le casque spartiate, la fleur de lys... Tout un imaginaire, parfois arboré directement sur les uniformes et mis en ligne.

Avec ce nouveau « patch », c'est la glorification de la violence armée sur des enfants, au lendemain de l'exécution du jeune Nahel, qui pourra être portée fièrement, demain, par les policiers et leurs soutiens.



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, Â« exception de violence Â», racisme, censure, hors la loi...

LE CHEF DE LA POLICE ATTAQUE LA CONSTITUTION, SA FEMME SIÈGE AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

4 À gauche, Frédéric Veaux. Un policier, passé par l'anti-terrorisme, la BRI et le renseignement. Il a notamment travaillé avec Bernard Squarcini, chef de la police politique sous Sarkozy, aujourd'hui consultant privé au service de milliardaires et mis en cause dans plusieurs affaires judiciaires. En 2020, Frédéric Veaux est nommé Directeur Général de la Police Nationale, c'est-à-dire patron de tous les policiers de France, à la tête de 150.000 hommes. En juillet 2023, Frédéric Veaux sort de son devoir de réserve et prend la défense d'un agent de la BAC ayant fracassé la tête d'un jeune homme à Marseille, avant de le laisser pour mort. Il déclare que savoir le policier en prison « l'empêche de dormir » et « qu'avant un éventuel procès, un policier n'a pas sa place en prison ». Le numéro 1 de la police française dénonce donc une décision de justice, viole ouvertement la Constitution et piétine le principe de séparation des pouvoirs. C'est-à-dire, en principe, la garantie minimale pour ne pas être en dictature.

4 Véronique Malbec est une femme de loi. Elle a été procureure à Rennes et à Versailles, puis secrétaire générale du ministère de la Justice et directrice de cabinet du ministère, sous les ordres de Dupont Moretti. En février 2022, elle est nommée par le clan Macron pour siéger au Conseil Constitutionnel, l'instance chargée de veiller au respect

de la Constitution et du principe de séparation des pouvoirs. C'est le Conseil Constitutionnel qui a notamment validé la réforme des retraites en avril 2023, alors que la loi avait été imposée par 49-3 en violant tous les principes démocratiques.

4 S'il fallait respecter la Constitution, le chef de la police aurait dû être mis à pied immédiatement après ses propos. Et l'on aurait dû lui rappeler que commettre une infraction en étant policier est en principe une circonstance aggravante, et pas atténuante. Mais Véronique ne va pas sanctionner son mari Frédéric. Le macronisme est un petit clan qui s'est emparé de tous les postes clés de la République et qui a donc supprimé tous les contre-pouvoirs institutionnels. Méthodiquement.



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, « exception de violence », racisme, censure, hors la loi...

HEDI : RAPPELS DES POINTS ESSENTIELS

Il y a quatre semaines à Marseille Hedi, 22 ans, subissait une tentative d'homicide et des actes de barbarie par quatre agents de la BAC. Depuis, l'affaire a pris de telles proportions, les syndicats policiers et la hiérarchie des forces de l'ordre ont tellement saturé les médias de leurs mensonges, que les éléments clés sont passés au second plan. Ils sont pourtant essentiels pour comprendre la gravité de la situation. En voici un résumé chronologique en 12 points :

- ï Le 1er juillet au soir, une bande de 4 policiers de la BAC croisent Hedi et un ami dans une rue de Marseille. Ils lui tirent dessus : une balle en caoutchouc en pleine tête. Hedi s'effondre, gravement blessés. Les policiers le traînent au sol pour aller le tabasser dans une ruelle, et l'abandonnent là. Laisse pour mort.
- ï Hedi est sauvé de justesse par un ami qui l'emmène à l'hôpital et par une prise en charge en urgence. Il sombre dans le coma, les médecins doivent lui retirer une partie du crane pour que son cerveau reste fonctionnel et qu'il ne décède pas la nuit même. Les médecins pensent qu'il ne se réveillera pas. Hedi est un miraculé, mais il garde des séquelles extrêmement graves et devra être réopéré.
- ï Une caméra de vidéosurveillance a filmé toute la scène. Les médias n'en ont presque pas parlé. Sans ces images, accablantes, les policiers n'auraient jamais été poursuivis, et le tireur n'aurait jamais été mis en détention. Les médias qui, d'habitude, se précipitent sur les moindres détails d'un fait divers et n'hésitent pas à étaler les éléments du dossier se sont bien gardés de diffuser ces informations.

- ï Dès la convocation des quatre agents de la BAC, des dizaines de policiers de Marseille cessent le travail et se réunissent devant le lieu de l'audition. Les mis en cause sont acclamés et applaudis. Une haie d'honneur est organisée pour eux.
- ï Un mouvement de soutien national s'organise : des centaines de policiers se mettent en arrêt maladie, de façon totalement illégale, pour protester contre les poursuites judiciaires.
- ï Non seulement ces policiers ne sont pas sanctionnés, mais ils sont encouragés. Le directeur de la Police Nationale Frédéric Veaux dit qu'il ne « peut plus dormir » parce qu'il est triste pour le policier en détention. Il exige sa libération. La libération d'un homme qui a fracassé le crâne d'un jeune homme gratuitement avant de l'abandonner inconscient par terre. Il n'a pas un mot pour Hedi.
- ï Le préfet de police de Paris Laurent Nunez est d'accord avec Frédéric Veaux. Il n'a pas un mot pour Hedi.
- ï Le président de la République Macron ne souhaite pas commenter les déclarations du directeur de la police. La Première ministre non plus. Dans la foulée, divers politiciens macronistes réclament tout simplement la création officielle d'une justice d'exception pour les policiers, chargée de garantir leur impunité.
- ï Darmanin se précipite dans des commissariats et invite les syndicats policiers pour les soutenir. Il dit lui aussi « comprendre » l'émotion des policiers. Rappelons qu'au sommet de l'État, tous les éléments du dossier sont parfaitement connus depuis le début. Ces gens connaissent l'extrême gravité des faits et leur caractère injustifiable. Darmanin, comme les autres, n'a pas un mot pour Hedi.
- ï Sur le plan de l'enquête : les policiers se comportent comme un gang mafieux. Ils ont refusé de répondre aux questions malgré l'existence de vidéos. La cheffe de section de la BAC a affirmé qu'aucun LBD n'avait été utilisé et qu'aucun incident n'a eu lieu ce soir-là. Un mensonge de la part d'une dépositaire de l'autorité publique. Des faits passibles de poursuites lourdes. Le tireur, formellement identifié grâce à la vidéosurveillance, ne se « reconnaît pas » sur les images. Il dit même n'avoir « aucun souvenir des faits ». Autre mensonge par personne dépositaire de l'autorité publique.
- ï Chaque tir d'un policier doit être inscrit au « Traitement relatif au suivi de l'usage des armes », avec la date, lieu, heure, contexte... C'est la loi. Dans la pratique, les policiers ne le remplissent quasiment jamais. Autrement dit, ils utilisent les munitions sans traçabilité. C'est le cas ici avec ce tir.
- ï Une cagnotte est créée pour soutenir les policiers criminels. Elle récolte plus de 50.000 euros en trois jours.

Cette affaire, qui elle-même fait suite à l'exécution filmée de Nahel, est un symptôme de l'accélération en cours. Toute la police s'identifie à un gang raciste et criminel. Et la haute hiérarchie soutient les séditions. Le régime n'est pas encore intégralement fasciste, mais des pans entiers, ceux qui disposent d'armes, le sont déjà ouvertement.



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, Â« exception de violence Â», racisme, censure, hors la loi...

LE GOUVERNEMENT CÈDE AUX FASCISTES

En quelques jours de menaces et d'arrêts maladie illégaux suite au lynchage policier d'un jeune homme à Marseille, Darmanin cède aux demandes fascistes.

Jeudi soir, le Ministre est allé visiter un commissariat pour dire sa « totale confiance » et son « entier soutien » aux forces de l'ordre, avant de recevoir les syndicats policiers. Peu après, ceux-ci publiaient un communiqué revendiquant la victoire de leur « bloc syndical ». Voici les décisions gravissimes qui sont annoncées :

¡ **Le clan Macron va « étudier » une loi visant un statut spécial pour les forces de l'ordre, les protégeant en cas de poursuite. Gérald Darmanin ne « voit pas d'inconvénient » à modifier la loi.** Ce serait officiellement la fin de l'égalité devant la loi, principe de base d'une démocratie. Donc l'officialisation d'une dictature policière, qui existe déjà de fait.

¡ **Darmanin a aussi promis que les primes seront versées même en cas de suspension.** Concrètement, le meurtrier de Nahel ou l'agent qui a fracassé la tête d'Hedi recevront des primes EN PLUS de leurs salaires, qu'ils continuent déjà de toucher malgré des faits accablants. Du délire total.

¡ **Le Ministre garantit une protection juridique et fonctionnelle complète pour les policiers poursuivis.** En clair, un policier pourra avoir commis les actes de barbarie les plus injustifiables, il sera quand même « protégé », c'est-à-dire que l'argent public servira à lui offrir les meilleurs avocats, à mettre tous les moyens à sa disposition pour le défendre. Les victimes de leur violence, elles, n'ont aucune aide d'aucune sorte et doivent s'endetter sur des années pour simplement réclamer justice.

¡ **Enfin, il va généraliser « l'anonymisation » des policiers,** ce qui est déjà largement pratiqué. En plus des cagoules et de l'absence de possibilité d'identifier les policiers, le nom des agents n'apparaîtra plus sur les procès verbaux mais des numéros. Encore une fois, en « démocratie », les policiers exercent la force au nom de la loi et doivent donc pouvoir être identifiés à tout moment, ils doivent rendre des comptes. C'est un principe de base. En garantissant leur anonymat dans tous les documents, c'est l'arbitraire le plus total qui sera garanti.

Le représentant du syndicat d'extrême droite Alliance se félicite : « Le ministre est proche de nous idéologiquement ».

Ce vendredi, le Ministre Clément Beaune dit que « le ministre de l'Intérieur est dans son rôle quand il soutient évidemment les policiers ou l'ensemble des forces de l'ordre ». Notez le mot « évidemment »... Ce n'est même plus discutable. La police est une religion d'État.

Le clan Macron soutient donc de tout son poids des agents qui ont tué et mutilé, et cède à leur coup de pression. En 5 mois de mobilisation, des millions de grévistes et des milliers d'actions pour les retraites, avec le soutien écrasant de l'opinion, les syndicats de travailleurs se sont fait cracher au visage par ce même gouvernement. Une preuve supplémentaire que Macron n'a plus que la police, et elle seule, comme socle pour se maintenir. Une armée de mercenaire à qui il cède tout.

En 1983, des syndicats policiers organisaient une manifestation à Paris devant le Ministère de la justice. Le Préfet de Paris et le Directeur Général de la police étaient mis à pied le jour même et les policiers sanctionnés. En 1986, dès le lendemain du meurtre de Malik Oussekiné par les voltigeurs, l'unité de police responsable était dissoute, les étudiants étaient reçus au ministère de l'Intérieur, tandis que le ministre délégué Alain Devaquet présentait sa démission. À l'époque, les médias ne relayaient pas unilatéralement un discours d'extrême droite.

Un autre temps. Ce n'était pas une période rose, mais nous étions loin de la dictature qui se dessine aujourd'hui sous nos yeux.

– PROCÈS DES INCULPÉS DE SAINTE-SOLINE À NIORT : RECIT D'AUDIENCE

- Au tribunal : quand l'habit fait le moine

Ce jeudi 27 juillet s'est tenu le procès de quatre manifestants qui avaient participé au rassemblement à Sainte-Soline le 25 mars dernier. Nos reporters étaient sur place. Avant même d'avoir pénétré la salle d'audience, les militant-es qui étaient venu-es en soutien ont vu la couleur de ce qui allait se dérouler : l'endroit était quadrillé de CRS et de policiers en civil, des barrières tenaient à distance de l'entrée du tribunal le joyeux groupe de soutiens qui chantait et mangeait autour d'une cantine populaire.

Vers 13h, celles et ceux qui voulaient assister aux procès ont dû, tour à tour, montrer leurs papiers d'identité qui étaient photographiés par une policière sur son téléphone, avant de subir une palpation de tout le corps, de vider l'entièreté de leur sac et de leurs poches pour enfin passer un portique de sécurité.

« Loïc S.

Le premier à comparaître est Loïc, en détention provisoire à 700 kilomètres de chez lui depuis son arrestation à la veille de la dissolution des Soulèvements de la Terre, le 20 juin dernier. On lui reproche la "participation à un groupement formé de manière temporaire en vue de commettre des dégradations de biens et matériels..." le recel d'une veste de la gendarmerie ainsi que la dégradation d'un véhicule de gendarmerie pour avoir inscrit ACAB et Mud Wizard, vêtu d'un costume de moine.

Dystopique, la base du dossier à charge est fondée sur l'usage de la reconnaissance faciale à partir d'une image du fameux moine trouvée sur un "site twitter" (dixit le président) et dont on distingue difficilement les yeux et la base du nez... Son avocate, Maître Chalot, soulève le fait que la reconnaissance faciale ne peut être utilisée qu'en cas de nécessité absolue et pour s'assurer de l'identité de quelqu'un, non pas pour justifier le début d'une enquête qui entraînera quatre perquisitions au domicile de L. afin de retrouver une tenue de moine franciscain et enfin son arrestation. Toutefois, ses demandes de nullité sont rejetées et nous apprenons par la suite la cybersurveillance déployée pour tâcher d'incriminer Loïc. Il y a donc cet usage de la reconnaissance faciale sur une image où le moine pose dans une forêt bien avant les événements de Sainte-Soline. Aussi, la police a intercepté les signaux de son téléphone sur les lieux le 25 mars afin de prouver sa présence à la manifestation interdite par la préfecture. Lors de cette même journée, son appareil se serait connecté à Facebook et Twitter avec l'emploi d'un VPN situé aux États-Unis. Finalement, dans certaines vidéos, on entendrait le moine parler et grâce à la reconnaissance vocale, un rapprochement avec L. aurait été établi.

Loïc, dans son box entouré de trois policiers, assiste à ces accusations d'un air calme, souriant de temps en temps à son amie et à ses parents. Il demande alors à faire une déclaration, sortant des feuilles d'une pochette, mais le président lui rétorque qu'il n'a pas à faire de déclaration d'ordre politique... et qu'il ne peut s'exprimer tant qu'on ne lui pose pas de questions.

Néanmoins, celui que l'on nomme partout le "poète maraîcher" n'entache pas sa réputation : au cours d'un long monologue émouvant, il mêle poésie et politique. Il raconte son arrestation et la disproportion des moyens antiterroristes déployés à son encontre, la dichotomie entre les hommes cagoulés et leurs armes à feu et lui, qui dormait auprès de sa petite amie dans sa "cabane au fond du jardin". Puis, il défend le mode de maraîchage auquel il participe, plus juste, plus équitable que l'agriculture intensive qu'il combat. Il dénonce les armes des forces de l'ordre françaises exportées à l'étranger, qui tuent et mutilent là bas, aussi. Rare événement, les juges sont à leur tour jugés : "S'acharner à traquer, enfermer et juger les militants écolos sans s'acharner à traquer, enfermer et juger les policiers qui ont mis deux personnes dans le coma, fait de vous une justice partisane." Il ajoute que contre l'impunité, "Le privilège de l'uniforme doit être aboli". Enfin, à la question initiale "Êtes-vous le moine ?" , il répond "Tant que l'identité des policiers ayant presque tué S. et M. ne sera pas connue, vous ne saurez pas qui est le moine."

Puis vint le tour de trois témoins présents le 25 mars : un membre de la Confédération Paysanne, une observatrice de la LDH et une personne âgée qui avait été blessée au cours de la manifestation. À ces trois individus, on leur a

systématiquement demandé "Avez-vous vu LE moine ?" et "Est-ce que ça justifie la violence contre les forces de l'ordre ?". C'est d'ailleurs ce qui résume ce procès, le retournement perpétuel de la réalité : on vous raconte les grenades explosives toutes les deux secondes suivies d'appels aux médecins, mais ce qui importe c'est de se rendre compte des traumatismes subis par les policiers, qui ont une famille, des enfants...

Moment burlesque, afin d'essayer de prouver les supposées tendances violentes de Loïc., les juges affichent sur de grands écrans son profil Facebook où l'on peut lire "Le pouvoir n'est pas à conquérir mais à détruire", le président lui demande alors si, lorsqu'il va dans ce genre de rassemblements, il y va pour DÉTRUIRE et si cette philosophie ne le pousse pas à s'en prendre aux policiers.

Enfin, c'est son passé et sa manière de s'exprimer qui condamnent Loïc, le pouvoir ne peut supporter de voir des gens si érudits et si sûrs d'eux s'en prendre directement aux institutions de la République. La procureure demande un an ferme avec un aménagement à domicile sous bracelet électronique pour qu'il puisse continuer à travailler au sein de ses deux emplois. La défense plaide : "Ce n'est pas un semeur de troubles mais un semeur de plantes, d'utopies." Rien n'y fait, les juges prononcent la peine réclamée par la procureure.

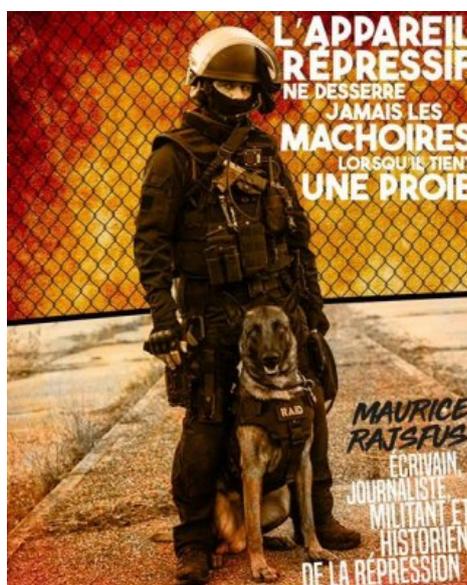
« Deuxième partie d'audience

Après plus de six heures de procès pour Loïc, viennent à la barre trois autres hommes que l'on décide de juger ensemble puisqu'accusés de faits similaires. La pression est redescendue et l'on sent les juges plus détendus face à des individus moins politiquement engagés.

Le premier est accusé de "participation à un groupement formé de manière temporaire en vue de commettre des dégradations de biens et matériels...", on l'a retrouvé grâce à la reconnaissance faciale, mais on ne lui reproche aucune violence, juste le fait d'avoir été là, protégé par un masque à gaz et des lunettes de piscine... Le second, vivant sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, est accusé d'avoir posté sur son compte instagram où le suivent 70 personnes une photo de lui vêtu d'un costume de lapin rose et portant un gilet pare balle de la gendarmerie. Et le dernier, militaire, est lui aussi accusé de recel d'une veste de maintien de l'ordre 4S, on l'a reconnu sur une vidéo sur les réseaux sociaux la portant à la taille.

À nouveau la défense plaide l'irrégularité de la procédure quant à l'usage de la reconnaissance faciale pour des faits qui ne semblent pas présenter une nécessité absolue. La salle rit doucement lorsque l'on mentionne le lapin rose qui était uniquement venu faire la fête à Melle... Les juges sont interloqués face au militaire qui se trouvait avec des "individus de type black block" : qu'en pensait-il, lui, qu'on s'en prenne à ses collègues gendarmes ?

Le verdict tombe, le premier homme, pour avoir été dix-sept minutes sur le front, est condamné à trois mois de sursis probatoire, car il n'est pas bien inséré dans la vie active et a déjà été condamné pour une affaire de stupéfiants... Les deux autres obtiennent deux mois de sursis simple, sauf que le militaire, lui, n'en aura pas la mention sur son casier judiciaire, afin de pouvoir continuer son beau métier... À 23h30 le procès se conclut enfin, quatre personnes sont condamnées par la reconnaissance faciale, la justice française a encore de beaux jours devant elle !



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, « exception de violence », racisme, censure, hors la loi...

MAURICE RAJSFUS : RESCAPÉ DE LA RAFLE DU VEL D'HIV ET HISTORIEN DE LA POLICE

"L'appareil répressif ne desserre jamais les mâchoires lorsqu'il tient une proie."

"Quelle que soit la nature de son délit, le policier n'est jamais un criminel. Il peut violer la loi si ses chefs lui expliquent qu'il la défend. Il peut commettre des actes iniques, pervers, et même provoquer le désordre au nom de l'ordre."

Maurice Rajsfus, 1953, un 15 juillet sanglant, 2003

â€" -

"Si tu leur réponds, il y a outrage. Si tu résistes, il y a rébellion. Si tu prends la foule à témoin, il y a incitation à l'émeute."

Maurice Rajsfus, interview, 2008

â€" -

"Dans un pays où la police parle bien plus de ses droits que de ses devoirs, quel espace de liberté peut bien subsister pour ses citoyens ? Ces droits revendiqués par les policiers, ne peuvent que signifier, parallèlement, le renoncement à la critique quant à la qualité de leurs activités. Lorsque la parole du policier ne peut être réfutée, c'est toute la liberté d'expression qui se trouve mise en cause."

Maurice Rajsfus, Je n'aime pas la police de mon pays, 2012

â€" -

"Analyser le comportement de la police française à l'époque du régime de Vichy peut aider à comprendre son attitude en toute période plus ou moins troublée. La traque aux Arabes et aux Noirs, en régime démocratique, ne lui pose pas davantage de problème que la chasse aux juifs sous l'occupation nazie. L'ordre public n'a pas de morale !"

Maurice Rajsfus, La police de Vichy, 1995



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, « exception de violence », racisme, censure, hors la loi...

DANS LES VOSGES : LA MAISON DE MILITANTS INSOUJIS INCENDIÉE

La terreur fasciste ne semble trouver aucune limite. Le 21 juillet à Rochesson, dans les Vosges, la maison où vit un membre de la France Insoumise a été incendiée, après des années d'intimidations de la part de l'extrême-droite. Une information judiciaire est ouverte pour « tentative d'assassinat et destruction par moyen dangereux ».

La victime, Willy, militant de La France insoumise subissait de nombreuses menaces contre son domicile. Sa conjointe, Elisabeth, très active au sein du mouvement Insoumis, était engagée, et connue pour cela. Elle avait notamment créé une antenne locale de la FI. Elle est décédée en janvier dernier.

Le couple retrouvait notamment des pieds de porc déposés sur son palier, sa voiture vandalisée, des pneus crevés... Ils ont déposé plusieurs mains courantes, « mais la police refuse de prendre sa plainte ».

Une personne a tenté de brûler vif dans son sommeil un militant du premier mouvement de gauche français pour ses engagements. Le mode opératoire n'est pas sans rappeler la tentative de brûler le maire de Saint-Brévin, qui acceptait un centre d'accueil pour réfugiés dans sa commune.

A Rochesson cette nuit là, Willy a frôlé une mort atroce. « Je ne sais pas par quel miracle je ne dormais pas », raconte-t-il à la presse. C'est en voyant « des lumières rougeoyantes venant de l'extérieur » qu'il va à sa fenêtre. Des flammes touchent ses vitres. Il sort de sa maison et découvre une ligne de flammes. Sa maison est totalement détruite. Dans cette circonscription des Vosges aux dernières législatives, le second tour a opposé l'extrême droite et la droite.

Jean-Luc Mélenchon et des militants Insoumis se sont réunis à Rochesson pour témoigner leur solidarité. Près du rassemblement, le collectif la Jeune Garde a repéré un néo-nazi qui rodait. Une intimidation de plus.

Comme à chaque attentat fasciste, c'est le silence total du gouvernement. Le macronisme, allié de fait à l'extrême droite, est aussi complice du passage à l'acte : depuis des mois, il diabolise quotidiennement la France Insoumise à mesure qu'il dédiabolise les clans Le Pen et Zemmour. Un bloc antifasciste uni est une urgence vitale.



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, « exception de violence », racisme, censure, hors la loi...

– FAUT-IL LAISSER LA JUSTICE FAIRE SON TRAVAIL ?

À chaque crime policier, on entend la classe politique chanter le même refrain : « laissons la justice faire son travail ». Souvent, la gauche, les associations et autres organes de pacification disent la même chose pour arrêter les émeutes : « ne vous révoltez pas, attendez que la justice fasse son travail ». Voilà en quoi ce travail consiste :

- ▶ Zyed et Bouna, électrocutés après avoir été pourchassés par la police. Leur mort est à l'origine de la grande révolte des banlieues de 2005 : relaxe après 10 ans de procédure judiciaire
- ▶ Rémi, écologiste tué par le tir d'un gendarme en 2014 à Sivens : « non lieu ».
- ▶ Fatouma : éborgnée en bas de chez elle à Villemomble, alors que la police attaquait ses enfants. La scène a été filmée. La victime est décédée avant le jugement, qui a acquitté les policiers.
- ▶ Zineb, octogénaire tuée par une grenade dans la tête alors qu'elle était à sa fenêtre au passage d'une manifestation de Gilets Jaunes à Marseille : aucune justice 4 ans après.
- ▶ Laurent, éborgné en fin de manifestation parisienne, en 2016, par le tir illégal d'une grenade par un CRS non habilité, le tout entièrement filmé. Le CRS acquitté 6 ans après les faits.
- ▶ Wissam, battu à mort à Clermont le soir du 1er de l'an 2012. Aucune enquête sérieuse, 11 ans après les faits.
- ▶ Février 2014, la police blesse des centaines de manifestants anti-aéroport à Nantes. Parmi eux, trois éborgnés, en quelques heures seulement. Six plaintes sont déposées. Tarif de groupe : six « non-lieu ».
- ▶ Jean-François, éborgné lors d'une manifestation à Rennes : le tireur est identifié, mais la justice prononce un « non-lieu ».

Et ce ne sont que quelques exemples parmi des dizaines de familles brisées, de victimes humiliées par le système judiciaire. La stratégie est toujours la même : appeler « au calme » en attendant une hypothétique décision de justice. Épuiser les victimes pendant des années dans une procédure destinée à garantir l'impunité de la police. En attendant, la justice n'hésite pas à enfermer en masse les révolté-es. 600 peines de prison suite à la mort de Nahel. Enfin, une fois l'affaire close et le « non lieu » prononcé, il est trop tard pour se révolter.

Ceux qui s'en remettent à la justice officielle pour calmer la colère sont les alliés objectifs de la violence d'État.

(posts de Contre Attaque)



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, « exception de violence », racisme, censure, hors la loi...

Vers une fabrique légale de l'impunité policière ?

En France, quand un policier abat un adolescent de sang froid ou participe à un lynchage, l'État répond en

donnant plus de droits à l'institution et en proposant de légaliser l'inacceptable.

Accompagné du préfet de police de Paris, Laurent Nuñez, et du directeur général de la police nationale Frédéric Veaux, le ministre de l'intérieur a reçu hier Place Beauvau des représentants des principaux syndicats de policiers. Il aura suffi que moins de 5% des policiers se mettent en arrêt de travail quelques jours pour que le gouvernement accède à leurs revendications.

Une insulte supplémentaire quand on pense que les victimes n'ont pas été ne serait-ce que mentionnées une seule seconde.

Ou encore que le gouvernement est resté sourd au mouvement des retraites qui a mobilisé des millions de personnes pendant des mois.

Alliance, SGP-FO, l'UNSA-Police et le SNCP réclamaient :

- ▶ Une modification de l'article 144 du CPP sur la détention provisoire spécifiquement pour les policiers.
- ▶ Le maintien des primes pendant la période de suspension d'un agent.
- ▶ Une protection juridictionnelle, financière et familiale.
- ▶ L'anonymat des policiers. (C'est encore vague mais on imagine que cela pourrait vouloir dire qu'un policier reste anonyme après avoir commis un crime ou un délit).

Pour Linda Kebbab, déléguée nationale Unité SGP Police-FO « le ministre de l'Intérieur « a visiblement bien compris la colère des collègues et l'incompréhension qui est la nôtre » (source RTL).

Gérald Darmanin s'est engagé à explorer des pistes de réflexion sur la détention provisoire des policiers. Dans l'idée, sous couvert de présomption d'innocence, un policier pourrait ne plus être incarcéré avant le verdict d'un procès.

Fabien Vanhemelryck, secrétaire général du syndicat d'extrême-droite Alliance, ressort très enthousiaste de cet entretien, estimant que Darmanin "ne voit pas d'inconvénients en tout cas à travailler sur l'article 144 du Code de procédure pénale, qui concerne la détention provisoire, afin qu'on mette une clause et que notamment les forces de l'ordre soient exclues de ce dispositif, dans l'exercice de leur mission bien évidemment".

David Le Bars, représentant d'un autre syndicat d'extrême-droite, le Syndicat des commissaires de la police nationale (SNCP) s'accorde aussi à dire que Gérald Darmanin va dans le bon sens, en précisant que le ministre ne peut malheureusement pas décider seul.

Autre point, les policiers pourraient aussi obtenir un remboursement intégral de leurs frais d'avocat. Ils demandent la création d'un guichet unique. La protection juridique de ces policiers est à la base destinée à la protection des policiers en cas d'agression ou de problème de santé.

"La protection fonctionnelle est un grand pas parce qu'un collègue aura enfin ses frais d'avocat payés. Enfin, il aura son salaire entièrement payé" se réjouit Grégory Joron, secrétaire général du syndicat Unité SGP Police-FO.

En somme, le message est clair, toutes les institutions se foutent du sort de Nahel, Hedi et tant d'autres frappés, mutilés ou tués par la police.

Elles approuvent des meurtres et des lynchages et souhaitent faire en sorte que la police ne puisse plus être inquiétée quelle que soit la gravité des faits reprochés.

Ce qui se joue actuellement est une fabrique légale de l'impunité totale des policiers.

La République est prête à tout céder à la police.

Et la police protège celle-ci, face à la colère sociale, et sa légitimité qui s'effrite d'année en année.

Donner les pleins pouvoirs à la police au détriment de la justice, c'est lui assurer une protection et un pouvoir de contrôle direct sur la population comme dans tous les régimes autoritaires et dictatures.



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, « exception de violence », racisme, censure, hors la loi...

Voici Hedi, mutilé par la BAC Marseille.

Mais ce sont les policiers qui seront soutenus.

Préfiguration effrayante de ce qui nous attend ?

« ...Dans l'état actuel de violence dégoncée et de racisme incrusté où se trouve la police, il y a tout lieu de craindre que la république policière ne soit qu'une configuration transitoire dans un mouvement appelé à se poursuivre : vers la république fasciste. On a longtemps réfléchi aux formes nouvelles que pourrait prendre un fascisme contemporain, qui permettraient de le qualifier sans qu'il ait à ressembler trait pour trait à celui des années 1930 à l'image d'Orwell qui l'imaginait possiblement en chapeau melon et parapluie roulé... »

Frédéric Lordon (le Monde Diplomatique).

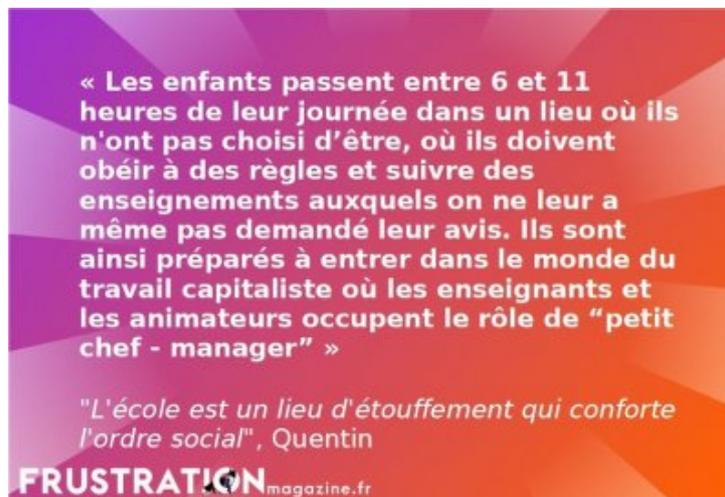
(post de CND)

UNE TRADITION FRANÇAISE QUI SE PERPÉTUE : LE FASCISME DANS LA POLICE

Le 16 juillet est la journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'État français et d'hommage aux « Justes » de France.

Les 16 et 17 juillet 1942, 13.152 juifs, dont 4.115 enfants, sont arrêtés par la police française, la plus grande opération antisémite de la Seconde Guerre mondiale en Europe de l'Ouest, où la police française a dépassé de beaucoup les exigences des nazis. C'est en effet la police française qui a ajouté l'arrestation des enfants que les nazis n'avaient pas demandé. Puis ils ont été enfermés dans l'enceinte sportive du Vélodrome d'Hiver avant d'être déportés. Aucun enfant n'est revenu, moins d'une **centaine d'adultes**.

Aujourd'hui près de 68% des policiers votent RN et Darmanin est issu d'une organisation d'extrême droite



Chronique du système policier français : république policière en marche vers le fascisme, pire qu'en Russie, boucherie, Â« exception de violence Â», racisme, censure, hors la loi...

COMMENT LA DISCIPLINE SCOLAIRE FORME A L'ORDRE CAPITALISTE

Il y a quelques semaines, Eric, enseignant, nous parlait de l'importance croissante et démesurée de l'orientation scolaire dans le quotidien des élèves, dès leur plus jeune âge. Quentin, animateur périscolaire, a voulu réagir à cet article, qui ne va pas, selon lui, au bout des choses : pour lui, l'école est intrinsèquement un lieu d'enfermement conforme à l'ordre établi. Il faudrait revoir complètement notre rapport à l'éducation pour concevoir une école réellement émancipatrice.

J'écris cet article depuis la classe laborieuse. J'y ai grandi et j'y suis toujours. Je travaille comme Assistant d'Éducation (surveillant), puis Animateur Périscolaire. Cela arriva tard, poussé par la nécessité de gagner un peu d'argent et de ne pas subir complètement le travail capitaliste. Trois ans d'observations quotidiennes des enfants dans le cadre scolaire m'ont permis de réfléchir à cette macrostructure qu'est l'école et de penser les solutions pour défaire son emprise sur les enfants.

L'évidence pour celui ou celle qui s'arrête cinq minutes sur les visages et les corps entrant dans la prison collège, marchant des couloirs aux salles de classes c'est que la tristesse y est un affect majoritaire. Ils n'ont pas envie d'être là. Dans le partage des tâches, deux matins par semaine, j'ouvrais les portes du collège dès 8h15. Je leur demandais : "Ça va ? Bien dormi ?" , je prenais de leurs nouvelles. Et elles n'étaient pas bonnes. Plusieurs fois, le mot "prison" ressortait. Un terme fort, mais on ne les prend pas au sérieux. Écoutons-les : l'ambiance générale de la classe est lourde. Trente personnes dans une classe fermée, c'est oppressant. (...)

Le temps libre est l'activité qui fâche dans l'animation. Elle crée un malaise pour deux raisons : selon eux, les animateurs ne sont pas "en travail" et les enfants gèrent leurs espaces et leur temps et ça, ils n'aiment pas. Les responsables de l'Accueil Loisir Périscolaire (ALP) ainsi que la direction demandent de réduire, autant que possible, le temps libre et surtout qu'il soit cadré. Temps et espace définis par les animateurs, restriction dans le matériel. Parce que nous avons des objectifs pédagogiques à mettre en place. Cependant, ils sentent bien que les enfants s'amuse et s'intéressent beaucoup plus au temps libre ou à une activité qu'ils adorent, qu'à des projets issus de ces objectifs. Dans le temps libre, l'enfant se débrouille avec ses amis. Sans l'adulte. Il crie, court, saute, bouscule, déstabilise. L'animateur, l'enseignant, le directeur et toute autre personne d'autorité se sentent mal à l'aise parce que leur emploi leur dit « tu dois contrôler les enfants ». Or, les enfants s'intéressent aux activités proposées uniquement lorsqu'elles suscitent leur intérêt. L'école est donc ce lieu géographique et mental où toute tentative d'organisation du temps et de l'espace, de mise en relation entre les enfants, pour qu'ils prennent en main leur propre vie, est rendue muette, voire nulle.

► LIRE LA SUITE ICI : <https://www.frustrationmagazine.fr/cole-ordre-social/>



Restez calme, pour que l'ordre républicain assassin et destructeur règne sans limite